



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN  
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 4 SEPTEMBRE 2019  
GEMEENTERAAD VAN 4 SEPTEMBER 2019

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Catherine Moureaux, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;  
Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Khadija Zamouri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, *Échevin(e)s/Schepenen* ;  
Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Danielle Evraud, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Hind Addi, Mohamed Daif, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Mohamed Amine Akrouh, Joke Vandembempt, Pascal Paul Duquesne, Théophile Emile Talemans, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari, Saliha Raiss, Laurent Mutambayi, Rajae Maouane, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:10  
Opening van de zitting om 19:10

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

04.09.2019/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation citoyenne - Nuisances sonores et tapage nocturne provenant du parc Bonnevie.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne dont le texte se trouve en annexe.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie - Geluidsoverlast en nachtlawaai vanuit het Bonnevie Park.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de burgerinterpellatie, waarvan de tekst in bijlage wordt toegevoegd.

De Raad neemt kennis.

04.09.2019/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation citoyenne - Demande de déclaration d'état d'urgence climatique.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne dont le texte se trouve en annexe.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie - Vraag om het uitroepen van de klimatologische noodtoestand.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de burgerinterpellatie, waarvan de tekst in bijlage wordt toegevoegd.

De Raad neemt kennis.

---

04.09.2019/A/0003 **Prévention et Vie Sociale**  
**Service Prévention - Service d'encadrement des mesures judiciaires alternatives - Convention 2018.**

LE CONSEIL,

Considérant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions spéciales ;  
Considérant l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes/villes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires alternatives ;  
Considérant l'Arrêté Royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires ;  
Considérant l'arrêté ministériel du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires ;  
Considérant la convention 2018 communiquée par le SPF Justice mettant un montant de 106.439,99 € annuel à disposition de la commune afin de prévoir la mise au travail de personnel recruté en vue de promouvoir l'application des peines et mesures alternatives ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention 2018 relative l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives avec le Ministre de la Justice.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

## **Preventie en Sociale Leven**

### **Preventie dienst - Omkadering alternatieve straf - Dienst gerechtelijke maatregelen - Overeenkomst 2018.**

DE RAAD,

Overwegende de wet van 20 maart 1994 inzake de diverse bepalingen ;  
Overwegende het Koninklijk Besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel ;  
Overwegende het Koninklijk Besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen ;  
Overwegende het Ministeriele Besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen ;  
Overwegende de overeenkomst voor 2018 doorgestuurd door BOD Justitie die een bedrag van 106.439,99 € ter beschikking stellen van de gemeente voor de tewerkstelling van personeel bezig met de toepassing van alternatieve strafrechtelijke maatregelen ;

BESLIST :

Enig artikel :

De overeenkomst 2018 inzake de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen met Minister van Justitie goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*Michaël Vossaert quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Hicham Chakir quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Yassine Akki quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Khalil Boufraquech quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Mohamed Amine Akrouh quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

04.09.2019/A/0004

**Département Développement Durable et Espaces Publics**

**Mobilité - Avenant au marché de fourniture, de livraison et d'entretien des abribus à Molenbeek-saint-Jean conclu avec la SPRL Clear Channel.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu les articles 117 et 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant qu'en date du 21 avril 2005, le Conseil Communal a décidé de procéder à un marché public de fournitures par voie de la procédure d'appel d'offres général avec publicité européenne en vue de l'attribution du marché mobilier urbain, décision approuvée par la tutelle en date du 27 juin 2005 ;

Vu la décision de Collège échevinal du 24 février 2006 d'attribuer le marché mobilier urbain/lot 1 dénommé « abribus », à la société Clear Channel Belgium, marché ayant pour objet la livraison, l'installation et l'entretien d'abribus ;

Considérant que le contrat vient à échéance le 26 août 2019 ;

Vu l'ordonnance organique du 22 novembre 1990, article 16, alinéa 3, conférant à la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (STIB) la compétence à établir ou faire établir, sur les voiries régionales, les équipements nécessaires à l'exploitation du réseau et leurs accessoires, moyennant l'autorisation du gouvernement et les avis des communes concernées. Cette disposition octroie à la STIB un droit d'exploitation commerciale du mobilier urbain, sans entraver pour autant le pouvoir général de police administrative des communs ;

Vu que le marché conclu par la STIB fut suspendu par le Conseil d'Etat en vue d'une nouvelle mise en concurrence ;

Considérant que ces circonstances, imprévisibles pour la commune et à l'égard desquelles la commune est parfaitement étrangère, risquent sérieusement de porter atteinte à la continuité du service public ;

Considérant que de telles circonstances imprévisibles ont notamment été rencontrées par les communes d'Evere et de Woluwé-Saint-Pierre et qu'à ce titre, en vue d'assurer leur service public d'usage des abribus, ont prolongé leur marché « abribus » en cours avec leur adjudicataire, en l'occurrence ici avec Clear Channel ;

Considérant qu'en l'espèce, la prolongation du marché pour une durée de trois ans n'est pas une modification substantielle, que l'ensemble des investissements complémentaires n'excède pas 50 % du marché initial, tant en valeur qu'en durée d'exécution ;

Considérant que, compte tenu des investissements complémentaires qui augmenteront les gains publicitaires de Clear Channel, il est convenu de commun accord, de fixer les redevances publicitaires à percevoir par la Commune à 70.000 euros par an ;

Considérant que la commune peut imposer des prescriptions nouvelles, sans toutefois modifier l'objet du marché et moyennant une juste compensation ;

Considérant que la Commune doit – dans l'attente d'une solution proposée par la STIB – disposer du mobilier urbain nécessaire au service public dont elle a la charge ;

Vu qu'une proposition de prolongation du marché d'un an fut refusée par Clear Channel pour des questions évidentes d'amortissements ;

Vu le projet d'avenant et la note explicative en annexe ;

Vu l'aval du service des Affaires juridiques quant au fait que la prolongation n'engendre pas de changement substantiel du marché ;

Vu la motivation spécifique reprise au préambule de la convention précitée.

DECIDE :

Article 1 :

D'accepter les termes de l'avenant au marché de fourniture, de livraison et d'entretien des abribus conclu et notifié à la SPRL Clear Channel en 2006, qui prolonge le marché de 3

ans.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 25 votes positifs, 2 votes négatifs, 8 abstentions.

---

## **Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte**

### **Mobiliteit - Addendum bij de overheidsopdracht voor aankoop, levering en onderhoud van bushokjes in Sint-Jans-Molenbeek met de bvba Clear Channel.**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gelet op koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de Nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de gemeenteraad op 21 april 2005 besloten heeft tot een openbare aanbesteding voor aankoop door middel van de algemene openbare aanbestedingsprocedure met Europese bekendmaking met het oog tot de toekenning van de opdracht voor straatmeubilair, beslissing goedgekeurd door de voordij op datum van 27 juni 2005

Gelet de beslissing van het schepencollege van 24 februari 2006 om de straatmeubilairopdracht/perceel 1 genaamd "bushokje" toe te kennen aan Clear Channel Belgium, opdracht heeft als onderwerp de levering, installatie en onderhoud van bushokjes;

Overwegende dat het contract op 26 augustus 2019 afloopt;

Gelet op de organieke ordonnantie van 22 november 1990, artikel 16, derde paragraaf, waarbij aan de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer van Brussel (MIVB) de bevoegdheid wordt verleend om op de gewestwegen de voorzieningen vast te stellen of te maken die nodig zijn voor de exploitatie van het netwerk en hun accessoires, met toestemming van de overheid en de meningen van de betrokken gemeenten. Deze bepaling verleent de MIVB het recht op commerciële exploitatie van het straatmeubilair, zonder de algemene bevoegdheid van de bestuurlijke politie van de gemeenten te belemmeren;

Gezien dat de met de MIVB afgesloten overheidsopdracht geschorst werd door de Raad van State met het oog op een nieuwe oproep tot mededinging;

Overwegende dat deze omstandigheden, niet te voorzien door de gemeente en waarvan de gemeente compleet niet op de hoogte is, ernstig afbreuk dreigen te doen aan de continuïteit van de publieke dienstverlening;

Overwegende dat dergelijke onvoorziene omstandigheden zich hebben voorgedaan, met name in de gemeenten Evere en Sint-Pieters-Woluwe en dat zij derhalve met het oog op de continuïteit van hun publieke dienstverlening van het gebruik van bushokjes, hun lopende overheidsopdracht « bushokje » verlengd hebben met hun opdrachtnemer, in het onderhavig geval Clear Channel ;

Overwegende dat in dit geval de verlenging van een overheidsopdracht voor een periode van drie jaar geen ingrijpende wijziging is, dat het geheel van de aanvullende investeringen niet meer bedraagt dan 50 % van de oorspronkelijke overheidsopdracht, zowel in waarde als in looptijd ;

Overwegende dat, gezien de aanvullende investeringen die de advertentie-inkomsten van Clear Channel zullen verhogen, in onderling overleg overeengekomen is om de door de gemeente te innen advertentie-retributies te herzien tot 70.000 euro per jaar;  
Overwegende dat de gemeente nieuwe bepalingen kan opleggen, zonder echter de inhoud van de overheidsopdracht te wijzigen en mits een juiste vergoeding ;  
Overwegende dat de gemeente - in afwachting van een door de MIVB voorgestelde oplossing - over straatmeubilair moet beschikken dat noodzakelijk is voor de openbare dienstverlening waarvoor zij verantwoordelijk is;  
Gezien dat een voorstel voor verlenging van de overheidsopdracht voor een jaar door Clear Channel geweigerd is wegens vanzelfsprekende vragen van afschrijvingen ;  
Gelet op het ontwerp van addendum en de verklarende nota in bijlage;  
Gezien de goedkeuring door de dienst Juridische Zaken over het feit dat de verlenging niet leidt tot een wezenlijke wijziging van de overheidsopdracht;  
Gelet op de specifieke motivatie die is uiteengezet in de preambule van de bovengenoemde overeenkomst.

BESLIST :

Artikel 1 :

De voorwaarden te aanvaarden van het addendum bij de overheidsopdracht voor aankoop, levering en onderhoud van bushokjes afgesloten met en ter kennis gesteld aan de bvba Clear Channel in 2006, die de overheidsopdracht voor 3 jaar verlengt.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging te hervatten op de lijst van de beraadslagingen die aan het gezag van voogdij moeten toegezonden worden.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 25 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 8 onthoudingen.

*Michaël Vossaert entre en séance / treedt in zitting.*

*Hicham Chakir entre en séance / treedt in zitting.*

*Yassine Akki entre en séance / treedt in zitting.*

*Khalil Boufraquech entre en séance / treedt in zitting.*

*Mohamed Amine Akrouh entre en séance / treedt in zitting.*

---

04.09.2019/A/0005

**Département Infrastructures et Développement urbain**

**Département Infrastructures et Développement Urbain - Marchés publics - Marché de travaux relatif à l'aménagement d'une piste cyclopiétonne sur la rue Alphonse Vandennepeereboom à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - CDC 19.023 - Approbation de l'avis de marché et fixation des conditions du marché.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de

marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 août 2016 de confier la mission d'étude relative au réaménagement du trottoir et de la piste cyclable côté chemin de fer de la rue Alphonse Vandenpeereboom au bureau d'étude C<sup>2</sup> Project ;

Vu la délibération du Collège en date du 4 avril 2019 décidant d'approuver l'avant-projet présenté par l'architecte-auteur de projet;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale a informé la Commune de Molenbeek-Saint-Jean par un courriel daté du 13 mai 2019 qu'une subvention de 500.000,00 EUR lui a été octroyée dans le cadre dudit projet;

Considérant qu'en sa séance du 19 juin 2019, le Conseil communal a approuvé la convention, établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale, dont l'objet était de fixer les modalités de la mise à disposition de la subvention susmentionnée ;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché de travaux pour ce projet ;

Considérant qu'initialement le montant de l'estimation était de 300.000 EUR TVAC mais que le projet a évolué afin de mieux assurer la protection des usages faibles;

Considérant que le montant actuel estimé de la dépense est de 521.718,45 EUR HTVA avec 10 % de marge incluse;

Considérant que la dépense totale est estimée à 650.000 EUR TVA incluse (TVA 21% = 109.560,87 EUR);

Considérant que la dépense estimée sera financée pour 500.000 EUR par la Région de Bruxelles-Capitale ( DC 1601/2019) et pour 150.000 EUR par des emprunts ;

Considérant que la dépense relative à ce projet était initialement prévue à l'article 4211/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2019 à raison de 300.000 EUR financés totalement par des emprunts ;

Considérant que la notification officielle d'octroi du subside de la Région de Bruxelles-Capitale, datée du 09 août 2019, est parvenue ce 13 août 2019 à l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant que ce projet fera l'objet d'une modification au budget extraordinaire de l'exercice 2019 afin de pouvoir attribuer le marché;

Considérant que conformément à l'article 41 §1er, 2° de la loi du 17 juin 2016, une procédure négociée directe avec publication préalable est autorisée pour les marchés de travaux dont le montant estimé est inférieur à 750.000 EUR hors taxe sur la valeur ajoutée ;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges, de ses annexes ainsi que l'avis de marché, établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les termes du cahier des charges, de ses annexes ainsi que de l'avis de marché, établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain relatifs à l'aménagement d'une piste cyclopiétonne sur la rue Alphonse Vandenpeereboom à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2 :

De passer le marché de travaux par une procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3 :

D'approuver la dépense estimée à 650.000 EUR TVA et marge de 10% incluses (TVA 21% = 99.600,80 EUR), financée pour 500.000 EUR ( DC 1601/2019 ) par la Région de Bruxelles-Capitale et pour 150.000 EUR par des emprunts sous réserve d'approbation de la modification budgétaire.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Dienst**

**Overheidsopdrachten - Opdracht voor werken betreffende de aanleg van een fietswandelpad in de Alfons Vandenpeereboomstraat te Sint-Jans-Molenbeek - CDC**

**19.023 - Goedkeuring van de aankondiging van de opdracht en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht.**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten ;

Gelet op het Koninklijk besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 augustus 2016 om de studiemissie betreffende de herinrichting van de stoep en het fietspad aan de kant van de spoorweg in de Alfons Vandenpeereboomstraat aan studie bureau C<sup>2</sup>Project toe te vertrouwen;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 april 2019 waarbij het voorontwerp

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft de gemeente Sint-Jans-Molenbeek per e-mail van 13 mei 2019 heeft laten weten dat haar een subsidie van 500.000,00 EUR werd toegekend in het kader van dit project;

Overwegende dat de Gemeenteraad op haar zitting van 19 juni 2019 de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft goedgekeurd, waarvan het voorwerp de voorwaarden van de terbeschikkingstelling van de bovengenoemde subsidie was;

Overwegende dat een opdracht voor werken moet geplaatst worden;

Overwegende dat het bedrag van de raming aanvankelijk inclusief BTW 300 000 EUR BTW was, maar het project is geëvolueerd om de bescherming van lage bestedingen beter te waarborgen;

Overwegende dat het huidige geraamde bedrag van de uitgave 521.718,45 euro exclusief btw met een 10 % marge bedraagt;

Overwegende dat de globale uitgave van de werken geraamd kan worden op een bedrag van 650.000 EUR BTW inbegrepen ( BTW 21% = 109.560,87 EUR);

Overwegende dat de geschatte uitgave voor 500.000 EUR gedekt wordt door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ( VR 1601/2019 ) en voor 150.000 EUR door leningsgelden;



Overwegende dat de uitgave in verband met dit project oorspronkelijk voorzien was op artikel 4211/731/60 van de buitengewone begroting van het jaar 2019 voor een bedrag van 300 000 EUR, dat volledig met leningsgelden werd gefinancierd;

Overwegende dat de officiële kennisgeving van de toekenning van de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 9 augustus 2019 aan het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Saint-Jean toegestuurd is geweest op 13 augustus 2019;

Overwegende dat dit project onderworpen zal zijn aan een wijziging van de buitengewone begroting van dienstjaar 2019 om de opdracht te kunnen gunnen;

Overwegende dat, in overeenstemming met artikel 41 § 1, 2° van de wet van 17 juni 2016, deze opdracht mag gegund worden via van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking vermits het gaat om een geraamde bedrag dat lager ligt dan 750.000 EUR btw excl.;

Neemt kennis van de opdrachtdocumenten, met name het bestek, de bijlagen evenals de aankondiging van de opdracht, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet ;

**BESLIST :**

Artikel 1 :

De aankondiging van de opdracht, de opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling betreffende de aanleg van een fiets-wandelpad in de Alfons Vandenpeereboomstraat te Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren.

Artikel 2 :

De opdracht voor werken te plaatsen via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3 :

De uitgave geraamd op een bedrag van 650.000 EUR btw en 10 % marge inbegrepen ( btw 21% = 109.560,87 EUR ), gedekt voor 500.000 EUR ( VR 1601/2019 ) door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en voor 150.000 door leningsgelden onder voorbehoud van de goedkeuring van de gewijzigde begroting.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*Abdellah Achaoui quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

04.09.2019/A/0006

**Département Infrastructures et Développement urbain**

**Département Infrastructures et Développement urbain - Marchés Publics - Marché de travaux relatif à la réfection à l'identique des trottoirs et de l'asphalte ainsi que la plantation d'arbres à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Approbation des conditions du marché et de l'avis de marché - CDC 19.032.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant que, périodiquement, il est nécessaire de remettre en état le revêtement des voiries de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que ce projet est divisé en deux lots ;

Considérant que pour le lot 1 de ce marché qui concerne l'entretien et la réparation des voiries et trottoirs, il y a lieu d'organiser la réparation complète des trottoirs, de leur fondation ainsi que de la sous-couche ; que le remplacement de toutes les bordures et des filets d'eau à l'identique devra être mis en œuvre, et, selon les besoins, un remplacement des avaloires, des raccordements ainsi que le placement de mobilier urbain est également à prévoir ;

Considérant que pour l'asphaltage, il y a lieu de remplacer la fondation et la sous-fondation ainsi que la couche de roulement ; qu'après des essais, il faudra voir s'il faut remplacer la sous-fondation et la fondation ou seulement la couche de roulement ;

Considérant que pour le lot 2 de ce marché qui concerne la plantation d'arbres, il y a lieu de réaliser les travaux nécessaires pour la pose d'arbres;

Considérant que les rues, qui feront l'objet de ce marché, seront déterminées lors de l'exécution du marché et en fonction des besoins et demandes;

Considérant que le présent marché est conclu pour une période de 4 ans ;

Considérant que la dépense par lot est estimée comme suite:

Lot 1 Trottoirs - Asphalte	Lot 2 plantation d'arbres
6.700.323,15 EUR TVAC	50.000,00 EUR TVAC
Total Lot 1 + Lot 2	6.750.323,15 EUR TVAC (marge incluse)

Considérant que la dépense est estimée à 6.700.323,15 EUR HTVA ;

Considérant qu'il y a lieu d'établir un avis de marché et un cahier des charges, ainsi que ses annexes pour le lot 1 (travaux d'entretien et de réparation des trottoirs et voiries);

Considérant qu'il y a lieu d'établir un cahier des charges, ainsi que ses annexes pour le lot 2 (la plantation d'arbres) ;

Considérant qu'une procédure ouverte sera lancée pour le lot 1(travaux d'entretien et de réparation des trottoirs et voiries) de ce marché, soumise à la publicité européenne, conformément à l'article 36, §1er de la loi du 17 juin 2016 et conformément à l'article 11, 1° de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant qu'une procédure négociée sans publication préalable sera lancée pour le lot 2, conformément à l'article 90, alinéa 1, 3° de l'arrêté royal du 18 avril 2017;

Considérant que les entreprises à consulter pour le lot 2 sont les suivantes :

<b>APAM ASBL</b> Marc Willocx (directeur) chaussée de Drogenbos, 130 1180 Uccle Tel. : 02/333.83.11 Fax. : 02/332.23.85 <a href="http://www.apam.be">http://www.apam.be</a> <a href="mailto:info@apam.be">info@apam.be</a>	<b>CASABLANCO ASBL</b> Pieter Dehon (directeur) avenue François Malherbe, 42 1070 Anderlecht Tel. : 02/527.57.75 Fax. : 02/527.49.43 <a href="http://www.casablanca.be">http://www.casablanca.be</a> <a href="mailto:info@casablanca.be">info@casablanca.be</a>
<b>LES JEUNES JARDINIERS ASBL</b> Vincent Galand (directeur) chaussée d'Alseberg, 1393 1180 Uccle Tel. : 02/332.15.30 Fax. : 02/332.20.89 <a href="http://www.lesjeunesjardiniers.be">http://www.lesjeunesjardiniers.be</a> <a href="mailto:vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be">vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be</a>	<b>NOS PILIFS ASBL</b> Benoît Ceysens (directeur) Trassersweg, 347 1120 Bruxelles Tel. : 02/262.11.06 Fax. : 02/268.62.84 <a href="http://www.fermenospilifs.be">http://www.fermenospilifs.be</a> <a href="mailto:info@pilifs.be">info@pilifs.be</a>
<b>Estate And Landscape Management bvba</b> Brusselsesteenweg 403, 1785 Merchtem	<b>MANUS ASBL</b> Chaussée de Gand 565 1080 Molenbeek-Saint-Jean Téléphone : 02 520 05 40

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4210/735/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et qu'ils seront couverts par emprunts;

Prend connaissance de l'avis de marché et des conditions de marché établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les termes de l'avis de marché et les conditions du marché ainsi que les documents établis pour le lot 1 (travaux d'entretien et de réparation des trottoirs et voiries) ;

Article 2 :

D'approuver les conditions du marché ainsi que les documents établis pour le lot 2 (la plantation d'arbres) ;

Article 3 :

D'approuver la dépense d'un montant estimé à 6.750.323,15 EUR HTVA et de couvrir cette dépense par emprunts ;

Article 4 :

De lancer le lot 1 (travaux d'entretien et de réparation des trottoirs et voiries) de ce marché via la procédure ouverte, soumise à la publicité européenne ;

Article 5 :

De lancer le lot 2 (la plantation d'arbres) de ce marché via la procédure négociée sans publication préalable après consultation de plusieurs entreprises ;

Article 6 :

De consulter les entreprises d'économie sociale suivantes pour le lot 2 (la plantation d'arbres):

<b>APAM ASBL</b> Marc Willocx (directeur) chaussée de Drogenbos, 130 1180 Uccle Tel. : 02/333.83.11 Fax. : 02/332.23.85 <a href="http://www.apam.be">http://www.apam.be</a> <a href="mailto:info@apam.be">info@apam.be</a>	<b>CASABLANCO ASBL</b> Pieter Dehon (directeur) avenue François Malherbe, 42 1070 Anderlecht Tel. : 02/527.57.75 Fax. : 02/527.49.43 <a href="http://www.casablanca.be">http://www.casablanca.be</a> <a href="mailto:info@casablanca.be">info@casablanca.be</a>
<b>LES JEUNES JARDINIERS ASBL</b> Vincent Galand (directeur) chaussée d'Alseberg, 1393 1180 Uccle Tel. : 02/332.15.30 Fax. : 02/332.20.89 <a href="http://www.lesjeunesjardiniers.be">http://www.lesjeunesjardiniers.be</a> <a href="mailto:vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be">vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be</a>	<b>NOS PILIFS ASBL</b> Benoît Ceysens (directeur) Trassersweg, 347 1120 Bruxelles Tel. : 02/262.11.06 Fax. : 02/268.62.84 <a href="http://www.fermenospilifs.be">http://www.fermenospilifs.be</a> <a href="mailto:info@pilifs.be">info@pilifs.be</a>
<b>Estate And Landscape Management bvba</b> Brusselsesteenweg 403, 1785 Merchtem	<b>MANUS ASBL</b> Chaussée de Gand 565 1080 Molenbeek-Saint-Jean <a href="tel:025200540">Téléphone : 02 520 05 40</a>

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4, B6, B33, B40 ainsi qu'à l'autorité de tutelle.

L'amendement déposé par Madame Garcia-Fernandez est adopté par 30 votes positifs, 5 votes négatifs et 5 abstentions.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 33 votes positifs, 6 votes négatifs.

---

#### **Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Overheidsopdrachten - Overheidsopdracht voor werken met betrekking tot de herstelling in oorspronkelijke staat van de stoepen en van het asfalt alsok de aanplanting van bomen te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en van de aankondiging van de opdracht - Bestek 19.032.**

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gezien het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere Koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Overwegende dat het regelmatig nodig is om de bekleding van de wegen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te herstellen;

Gezien dat de opdracht verdeeld is in twee percelen;

Gezien dat voor perceel 1 van de opdracht, dat betrekking heeft op het onderhoud en de herstelling van wegenis en voetpaden, het noodzakelijk is de volledige herstelling van de voetpaden, van hun fundering alsook van de onderlaag moet georganiseerd worden ; dat de vervanging van al de kantstenen en watergoten op identieke wijze moet gebeuren, en, dat de aansluitingen en de installatie van straatmeubilair ook moet worden voorzien;

Aangezien het voor het asfalteren noodzakelijk is om de fundering en de onderlaag en de deklaag te vervangen; dat na de tests zal moeten worden nagegaan of de onderfundering en de fundering moeten worden vervangen of alleen de deklaag moet worden vervangen;

Aangezien voor perceel 2 van de opdracht, dat betrekking heeft op de aanplanting van bomen, de nodige werkzaamheden moeten worden uitgevoerd voor de plaatsing van de bomen;

Overwegende dat de straten, die het onderwerp van de opdracht zullen uitmaken, zullen worden bepaald op het moment van de uitvoering van de opdracht in overeenstemming met de behoeften en de verzoeken;

Overwegende dat de opdracht gesloten wordt voor een periode van 4 jaar;

Overwegende dat de uitgave per perceel als volgt wordt geraamd:

Perceel 1 Voetpaden - Asfalt	Perceel 2 Aanplanting van bomen
6.700.323,15 EUR excl.btw	50.000,00 EUR excl.btw
Totaal Perceel 1 + Perceel 2	6.750.323,15 EUR btw inbegrepen (marge inbegrepen)

Overwegende dat de uitgave wordt geraamd op 6.700.323,15 EUR exclusief BTW;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een aankondiging van de opdracht en een bestek op te stellen, alsook de bijlagen voor perceel 1 (onderhoudswerken en herstelling van wegenis en voetpaden);

Overwegende dat het noodzakelijk is om een bestek op te stellen, alsook de bijlagen voor perceel 2 (aanplanting van bomen);

Overwegende dat een openbare procedure zal gelanceerd worden voor perceel 1 (onderhoudswerken en herstelling van wegen en voetpaden) van deze opdracht, onderworpen aan de Europese bekendmaking, overeenkomstig artikel 36, §1 van de wet van 17 juni 2016 en overeenkomstig artikel 11,1° van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking gelanceerd zal worden voor perceel 2, overeenkomstig artikel 90, alinea 1,3° van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017;

Overwegende dat de te raadplegen bedrijven voor perceel 2 de volgende zijn:

<b>APAM ASBL</b> Marc Willocx (directeur) chaussée de Drogenbos, 130 1180 Uccle Tel. : 02/333.83.11 Fax. : 02/332.23.85 <a href="http://www.apam.be">http://www.apam.be</a> <a href="mailto:info@apam.be">info@apam.be</a>	<b>CASABLANCO ASBL</b> Pieter Dehon (directeur) avenue François Malherbe, 42 1070 Anderlecht Tel. : 02/527.57.75 Fax. : 02/527.49.43 <a href="http://www.casablanca.be">http://www.casablanca.be</a> <a href="mailto:info@casablanca.be">info@casablanca.be</a>
---	--

<b>LES JEUNES JARDINIERS ASBL</b> Vincent Galand (directeur) chaussée d'Alseberg, 1393 1180 Uccle Tel. : 02/332.15.30 Fax. : 02/332.20.89 <a href="http://www.lesjeunesjardiniers.be">http://www.lesjeunesjardiniers.be</a> <a href="mailto:vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be">vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be</a>	<b>NOS PILIFS ASBL</b> Benoît Ceysens (directeur) Trassersweg, 347 1120 Bruxelles Tel. : 02/262.11.06 Fax. : 02/268.62.84 <a href="http://www.fermenospilifs.be">http://www.fermenospilifs.be</a> <a href="mailto:info@pilifs.be">info@pilifs.be</a>
<b>Estate And Landscape Management bvba</b> Brusselsesteenweg 403, 1785 Merchtem	<b>MANUS VZW</b> Gentsesteenweg 565 1080 Sint-Jans-Molenbeek <a href="tel:025200540">Tel : 02 520 05 40</a>

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 4210/735/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019 en dat ze gedekt zullen zijn door leningen; Neemt kennis van de aankondiging van de opdracht en de voorwaarden van de opdracht die hiertoe werden opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling; Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1 :

De bepalingen van de aankondiging van de opdracht en de voorwaarden van de opdracht alsook de documenten opgesteld voor het perceel 1 (onderhoudswerken en herstelling van wegenis en voetpaden) goed te keuren.

Artikel 2 :

De voorwaarden van de opdracht alsook de documenten opgesteld voor het perceel 2 (aanplanting van bomen) goed te keuren.

Artikel 3 :

De uitgave voor een geraamd bedrag van 6.750.323,15 EUR excl. Btw goed te keuren en deze uitgave te dekken via leningen.

Artikel 4 :

Perceel 1 (onderhoudswerken en herstelling van wegenis en voetpaden) van deze opdracht te plaatsen via openbare procedure, onderworpen aan Europese bekendmaking.

Artikel 5 :

Perceel 2 (aanplanting van bomen) van deze opdracht te plaatsen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking, na raadpleging van verschillende bedrijven.

Artikel 6 :

De volgende bedrijven voor sociale economie te raadplegen voor perceel 2 (aanplanting van bomen):

<b>APAM ASBL</b> Marc Willocx (directeur) chaussée de Drogenbos, 130 1180 Uccle Tel. : 02/333.83.11 Fax. : 02/332.23.85 <a href="http://www.apam.be">http://www.apam.be</a> <a href="mailto:info@apam.be">info@apam.be</a>	<b>CASABLANCO ASBL</b> Pieter Dehon (directeur) avenue François Malherbe, 42 1070 Anderlecht Tel. : 02/527.57.75 Fax. : 02/527.49.43 <a href="http://www.casablanca.be">http://www.casablanca.be</a> <a href="mailto:info@casablanca.be">info@casablanca.be</a>
---	--

<b>LES JEUNES JARDINIERS ASBL</b> Vincent Galand (directeur) chaussée d'Alseberg, 1393 1180 Uccle Tel. : 02/332.15.30 Fax. : 02/332.20.89 <a href="http://www.lesjeunesjardiniers.be">http://www.lesjeunesjardiniers.be</a> <a href="mailto:vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be">vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be</a>	<b>NOS PILIFS ASBL</b> Benoît Ceysens (directeur) Trassersweg, 347 1120 Bruxelles Tel. : 02/262.11.06 Fax. : 02/268.62.84 <a href="http://www.fermenospilifs.be">http://www.fermenospilifs.be</a> <a href="mailto:info@pilifs.be">info@pilifs.be</a>
<b>Estate And Landscape Management bvba</b> Brusselsesteenweg 403, 1785 Merchtem	<b>MANUS ASBL</b> Chaussée de Gand 565 1080 Molenbeek-Saint-Jean <a href="tel:025200540">Téléphone : 02 520 05 40</a>

Een kopie van deze beraadslaging wordt overgemaakt aan de volgende dienst(en): B4, B6, B33, B40 alsook de voorgedij.

Het amendement neergelegd door Mevrouw Garcia-Fernandez wordt aangenomen door 30 positieve stemmen, 5 negatieve stemmen en 5 onthoudingen.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 33 positieve stemmen, 6 negatieve stemmen.

*Abdellah Achaoui entre en séance / treedt in zitting.*

04.09.2019/A/0007

#### **Département Infrastructures et Développement urbain**

**Département Infrastructures et Développement Urbain - Service Marchés Publics -  
Marché de services comprenant la mission complète d'auteur de projet en vue du  
réaménagement d'espaces publics ainsi que d'un parking en sous-sol, rue Jean-  
Baptiste Decock à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier  
Durable "Autour du Parc de l'Ouest "- Opérations 3.2 Axe doux Jean-Baptiste  
Decock, 3.3 Mutualisation du parking de quartier Decock, 3.4 Parc/place Decock et  
3.5 Passage doux et potager de quartier Decock - CDC 19.015 - Modification de  
l'estimation du marché.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 19 juin 2019 décidant :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain relatifs au marché de services comprenant la mission complète d'auteur de projet en vue du réaménagement d'espaces publics ainsi que d'un parking en sous-sol, rue Jean-Baptiste Decock à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest ".

Article 2 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain.

Article 3 :

De passer le marché de services par la procédure restreinte avec publicité européenne;

Article 4 :

D'approuver la dépense estimée à 201.048,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 42.220,08 EUR), soit 243.268,08 EUR TVAC et de la couvrir de la façon suivante :

- La dépense globale pour les honoraires :
  - par des fonds du Contrat de Quartier Durable 'Autour du Parc de l'Ouest' pour un montant de 117.104,68 EUR (DC n° 515);
  - par des emprunts pour un montant de 6.163,40 EUR ;
  - par des fonds de la Politique de la Ville (PDV) pour un montant de 120.000,00 EUR (DC n° 4153), uniquement pour l'opération 3.4 ;
  
- La dépense, à titre de défraiement, par soumissionnaire, pour chaque offre non-retenue mais régulière et pour autant qu'elle ait obtenu minimum 50% du total des points:
  - par des fonds du Contrat de Quartier Durable 'Autour du Parc de l'Ouest' pour un montant de 10.000,00 EUR (DC n° 515).

Article 5 :

D'approuver l'application de la clé de répartition des coûts par opération, à savoir:

Opération 3.2	16,10%
Opération 3.3	15,92%
Opération 3.4	61,18%
Opération 3.5	6,80%

Article 6:

De solliciter le subside PTIS (Plan Triennal d'Investissement Sportif).

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, plus précisément son article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrête du 24 novembre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de quartier durables ;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine (M.B., 18.10.2016) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l'ordonnance organique de revitalisation urbaine et adoptant la " zone de revitalisation urbaine ", dite " ZRU 2016 " (M.B., 21.11.2016) ;

Vu le courrier en date du 21 novembre 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale – cabinet du Ministre-Président Rudi Vervoort – notifiant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean l'octroi d'un Contrat de Quartier Durable, concernant la sélection des candidats et le subside pour l'élaboration du dossier de base pour un nouveau Contrat de Quartier Durable, à savoir le Contrat de Quartier Durable 'Autour du Parc de l'Ouest';

Considérant qu'un subside régional de 14.125.000 EUR est réservé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale afin de financer à concurrence de maximum 95% les



projets du programme de ce nouveau Contrat de Quartier Durable ;

Considérant qu'un programme de base a été rédigé par un bureau d'étude et qu'il a été approuvé par le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale en sa séance du 14 février 2019 et qu'il a été communiqué par courrier à l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean en date du 22 février 2019 ;

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser une étude en vue du réaménagement d'espaces publics ainsi que d'un parking en sous-sol, rue Jean-Baptiste Decock à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest" ;

Considérant qu'il y a donc lieu de lancer le marché de services comprenant la mission complète d'auteur de projet en vue du réaménagement d'espaces publics ainsi que d'un parking en sous-sol, rue Jean-Baptiste Decock à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest" ;

Considérant que le marché n'est pas divisé en lots ;

Considérant qu'une dépense, à titre de défraiement, d'une somme totale de 10.000,00 EUR TVAC (maximum 4 x 2.500,00 EUR TVAC par soumissionnaire), pour chaque offre non retenue, mais jugée régulière pour autant qu'elle ait obtenu un minimum de 50% des points relative au marché de services comprenant la mission complète d'auteur de projet en vue du réaménagement d'espaces publics ainsi que d'un parking en sous-sol, rue Jean-Baptiste Decock à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest" doit être prévue ;

Considérant qu'il y a lieu d'augmenter le budget estimé pour ce marché de services, vu que l'ampleur du projet doit être revue, plus spécifiquement en ce qui concerne le parking de quartier Decock, suite aux subsides éventuels du PTI (Plan Triennal d'Investissement) ;

Considérant que la dépense globale pour les honoraires peut être (ré)estimée à 241.048,00 EUR HTVA (soit de 50.620,08 EUR de TVA (21%)), soit un total de 291.668,08 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus aux articles 9301/731/60 en 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et qu'ils seront couverts de la façon suivante :

- La dépense globale pour les honoraires :
  - par des fonds du Contrat de Quartier Durable 'Autour du Parc de l'Ouest' pour un montant de 140.627,06 EUR (DC n° 515) ;
  - par des emprunts pour un montant de 31.041,02 EUR ;
  - par des fonds de la Politique de la Ville (PDV) pour un montant de 120.000,00 EUR (DC n° 4153), uniquement pour l'opération 3.4 ;
- La dépense, à titre de défraiement :
  - par des fonds du Contrat de Quartier Durable 'Autour du Parc de l'Ouest' pour un montant de 10.000,00 EUR (DC n° 515) ;

DECIDE :

Article 1 :

D'adapter et d'approuver la dépense globale (ré)estimée pour les honoraires relatif au marché de services comprenant la mission complète d'auteur de projet en vue du réaménagement d'espaces publics ainsi que d'un parking en sous-sol, rue Jean-Baptiste Decock à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest" - Opérations 3.2 Axe doux Jean-Baptiste Decock, 3.3 Mutualisation du parking de quartier Decock, 3.4 Parc/place Decock et 3.5 Passage doux

et potager de quartier Decock à 241.048,00 EUR HTVA (soit de 50.620,08 EUR de TVA (21%)), soit un total de 291.668,08 EUR TVAC  
et de la couvrir de la façon suivante :

- La dépense globale pour les honoraires :
  - par des fonds du Contrat de Quartier Durable ‘Autour du Parc de l’Ouest’ pour un montant de 140.627,06 EUR (DC n° 515);
  - par des emprunts pour un montant de 31.041,02 EUR ;
  - par des fonds de la Politique de la Ville (PDV) pour un montant de 120.000,00 EUR (DC n° 4153), uniquement pour l’opération 3.4 ;
  
- La dépense, à titre de défraiement, par soumissionnaire, pour chaque offre non-retenue mais régulière et pour autant qu’elle ait obtenu minimum 50% du total des points:
  - par des fonds du Contrat de Quartier Durable ‘Autour du Parc de l’Ouest’ pour un montant de 10.000,00 EUR (DC n° 515).

Article 2 :

De solliciter le subside PTI (Plan Triennal d’Investissement).

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

## **Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

### **Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Dienst**

**Overheidsopdrachten - Opdracht van diensten voor de volledige missie van projectontwerper voor de heraanleg van openbare ruimtes en een ondergrondse parking, Jean-Baptiste Decockstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract ‘Rondom Westpark’ Operaties 3.2 Zachte as Jean-Baptiste Decock, 3.3 Mutualisatie buurtparking Decock, 3.4 Decockpark/Decockplein en 3.5 Zachte doorsteek en buurtmoestuin Decock - Bestek 19.015 - Wijziging van de raming van de overheidsopdracht.**

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19 juni 2019 waarin werd beslist:

Artikel 1:

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de opdracht voor de volledige missie van projectontwerper voor de heraanleg van openbare ruimtes en een ondergrondse parking, Jean-Baptiste Decockstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract ‘Rondom Westpark’ goed te keuren.

Artikel 2:

De aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling goed te keuren;

Artikel 3:

De opdracht van diensten te plaatsen via een beperkte procedure met Europese bekendmaking.

Artikel 4:

De uitgave, geraamd op een bedrag van 201.048,00 EUR btw excl. (btw 21% met name 42.220,08 EUR), hetzij 243.268,08 EUR btw incl., goed te keuren, en ze te dekken op de volgende wijze:

- de globale uitgave voor de honoraria:
  - door gelden van het Duurzaam Wijkcontract 'Rondom Westpark' voor een bedrag van 117.104,68 EUR (VR nr. 515)
  - door leningsgelden voor een bedrag van 6.163,40 EUR
  - door gelden van het Stadsbeleid voor een bedrag van 120.000,00 EUR (VR nr. 4153), enkel voor operatie 3.4;
  
- Voor de uitgave, ter vergoeding, per inschrijver, voor elke niet-weerhouden maar regelmatige offerte, die minstens 50% van de punten behaalde:
  - door gelden van het Duurzaam Wijkcontract 'Rondom Westpark' voor een bedrag van 10.000,00 EUR (VR nr. 515)

#### Artikel 5

De toepassing van de sleutelverdeling van de kosten per operatie goed te keuren, met name:

Operatie 3.2	16,10%
Operatie 3.3	15,92%
Operatie 3.4	61,18%
Operatie 3.5	6,80%

#### Artikel 6

De DPIS-subsidie aan te vragen (Driejarig Investeringsplan inzake Sportinfrastructuur).  
Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36,  
Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017;  
Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;  
Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;  
Gezien het Besluit van 24 november 2016 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk gewest betreffende de Duurzame Wijkcontracten;  
Gezien de Ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering (B.S., 18.10.2016);  
Gezien het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot goedkeuring van de "zone voor stedelijke herwaardering", genaamd "ZSH 2016" (B.S., 21.11.2016);  
Gezien het schrijven in datum van 21 november 2017 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – kabinet van Minister-President Rudi Vervoort – waarbij aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de toekenning van een Duurzaam Wijkcontract werd gecommuniceerd, betreffende de selectie van kandidaten en de subsidie voor de uitwerking van een basisdossier voor een nieuw Duurzaam Wijkcontract, met name het Duurzaam Wijkcontract 'Rondom Westpark';  
Overwegende dat een gewestelijke subsidie van 14.125.000 EUR voorbehouden werd door

de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om ten bedrage van maximum 95% de projecten van het programma van dit nieuwe Duurzaam Wijkcontract te financieren;  
Overwegende dat een basisprogramma werd opgesteld door een studie bureau en dat dit werd goedgekeurd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in haar zitting van 14 februari 2019 en per schrijven gecommuniceerd werd aan het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek in datum van 22 februari 2019;  
Overwegende dat dus een opdracht van diensten dient gelanceerd te worden met betrekking tot de volledige studie van projectontwerper voor de heraanleg van openbare ruimtes en een ondergrondse parking, Jean-Baptiste Decockstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract 'Rondom Westpark';  
Overwegende dat de opdracht niet verdeeld is in percelen;  
Overwegende dat een uitgave, ter vergoeding, voor een totale som van 10.000,00 btw incl. (maximum 4 x 2.500,00 btw incl. per inschrijver) voor elke niet-weerhouden maar regelmatig bevonden offerte voor zover deze minstens 50% van de punten behaalde, inzake de opdracht van diensten met betrekking tot de volledige opdracht van projectontwerper voor de heraanleg van openbare ruimtes en een ondergrondse parking, Jean-Baptiste Decockstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract 'Rondom Westpark' dient voorzien te worden;  
Overwegende dat het noodzakelijk is het geraamde budget voor de opdracht voor diensten te verhogen, aangezien de omvang van het project dient herzien te worden, meer bepaald wat de buurtparking Decock betreft, naar aanleiding van de eventuele subsidies van het DIP (Driejarig Investeringsplan);  
Overwegende dat de globale uitgave van de honoraria (opnieuw) geraamd kan worden op een bedrag van 241.048,00EUR btw excl. (met name 50.620,08 EUR btw (21%)) hetzij een totaal van 291.668,08EUR btw incl.;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op de artikels 9301/731/60 en 9304/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2019 en dat de uitgave zal gedekt worden op de volgende wijze:

- De globale uitgave voor de honoraria:
  - door gelden van het Duurzaam Wijkcontract 'Rondom Westpark' voor een bedrag van 140.627,06 EUR (VR nr. 515)
  - door leningsgeld voor een bedrag van 31.041,02 EUR
  - door gelden van het Stadsbeleid voor een bedrag van 120.000,00 EUR (VR nr. 4153), enkel voor operatie 3.4;
- De uitgave, ter vergoeding, per inschrijver, voor elke niet-weerhouden maar regelmatige offerte, die minstens 50% van de punten behaalde:
  - door gelden van het Duurzaam Wijkcontract 'Rondom Westpark' voor een bedrag van 10.000,00 EUR (VR nr. 515)

BESLIST :

Artikel 1 :

De globale (opnieuw) geraamde uitgave aan te passen en goed te keuren voor de opdracht voor de honoraria betreffende de opdracht van diensten voor de volledige missie van projectontwerper voor de heraanleg van openbare ruimtes en een ondergrondse parking, Jean-Baptiste Decockstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract 'Rondom Westpark' Operaties 3.2 Zachte as Jean-Baptiste Decock, 3.3 Mutualisatie buurtparking Decock, 3.4 Decockpark/Decockplein en 3.5 Zachte doorsteek

en buurtmoestuin Decock naar een bedrag van 241.048,00EUR btw excl. (met name 50.620,08 EUR btw (21%)) hetzij een totaal van 291.668,08EUR btw incl.en ze te dekken op de volgende wijze:

- de globale uitgave voor de honoraria:
  - door gelden van het Duurzaam Wijkcontract 'Rondom Westpark' voor een bedrag van 140.627,06 EUR (VR nr. 515)
  - door leningsgeld voor een bedrag van 31.041,02 EUR
  - door gelden van het Stadsbeleid voor een bedrag van 120.000,00 EUR (VR nr. 4153), enkel voor operatie 3.4;
  
- Voor de uitgave, ter vergoeding, per inschrijver, voor elke niet-weerhouden maar regelmatige offerte, die minstens 50% van de punten behaalde:
  - door gelden van het Duurzaam Wijkcontract 'Rondom Westpark' voor een bedrag van 10.000,00 EUR (VR nr. 515)

Artikel 2 :

De DIP-subsidie aan te vragen (Driejarig Investeringsplan).

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

04.09.2019/A/0008

**Département Infrastructures et Développement urbain**

**Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Rénovation Urbaine - CRU 1 « Citroën-Vergote » - Actions de cohésion sociétale et de vie collective - Conventions de subvention.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 16 novembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 1 « Citroën-Vergote » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 23 novembre 2017 octroyant une subvention à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation du programme du CRU 1 « Citroën-Vergote » ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 21 novembre 2018 approuvant les règlements dans le cadre des appels à projets CRU 1, 3 et 5 ;

Vu la délibération du Collège en date du 16 mai 2019 approuvant la sélection des projets et l'attribution des subsides pour un montant de 412.800,00 euros, projets communaux et intercommunaux confondus ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure des conventions de subvention avec les partenaires associatifs qui portent les projets sélectionnés ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver les projets de conventions de subvention entre la Commune et les partenaires associatifs suivants :

- l'ASBL Parckfarm TT r.p.m 0550.642.769 (annexe 1),
- l'ASBL Emancipower r.p.m. 0567.690.520 (annexe 2),
- l'ASBL École de cirque de Bruxelles r.p.m 0458.811.879 (annexe 3),
- l'ASBL Move r.p.m. 0449.487.409 (annexe 4).

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

## **Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

### **Departement Infrastructuur & Stedelijke Ontwikkeling - Stadsvernieuwingscontract - SVC 1 « Citroën-Vergote » - Acties van sociale cohesie en gemeenschapsleven - Subsidieovereenkomsten.**

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2017 ter goedkeuring van het programma voor het Stadsvernieuwingscontract (SVC) 1 « Citroën-Vergote »;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 2017 waarbij een subsidie wordt toegekend aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van het programma SVC « Citroën-Vergote » ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad d.d. 21 november 2018 houdende beslissing ter goedkeuring van de reglementen in het kader van de projectoproepen SVC 1, 3 en 5 ;

Gezien de beraadslaging van het College d.d. 16 mei 2019 houdende beslissing ter goedkeuring van de selectie van de projecten en de toekenning van subsidies voor een bedrag van 412.800,00 euro, voor de gemeentelijke en intergemeentelijke projecten samen; Overwegende dat er nu subsidieovereenkomsten dienen afgesloten te worden met de partnerverenigingen die de geselecteerde projecten zullen uitvoeren ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

De ontwerpen voor de subsidieovereenkomsten tussen de Gemeente en de volgende partnerverenigingen goed te keuren :

- VZW Parckfarm TT r.p.r 0550.642.769 (bijlage 1),
- VZW Emancipower r.p.r. 0567.690.520 (bijlage 2),
- VZW École de cirque de Bruxelles r.p.r 0458.811.879 (bijlage 3),
- VZW M.o.v.e. r.p.r. 0449.487.409 (bijlage 4).

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

**Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Rénovation Urbaine - CRU 3 « Gare de l'Ouest » - Actions de cohésion sociétale et de vie collective - Conventions de subvention.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 16 novembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 3 « Gare de l'Ouest » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 23 novembre 2017 octroyant une subvention à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation du programme du CRU 3 « Gare de l'Ouest » ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 21 novembre 2018 approuvant les règlements dans le cadre des appels à projets CRU 1, 3 et 5 ;

Vu la délibération du Collège en date du 16 mai 2019 approuvant la sélection des projets et l'attribution des subsides pour un montant de 865.000,00 euros, projets communaux et intercommunaux confondus ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure des conventions de subvention avec les partenaires associatifs non communaux qui portent les projets sélectionnés ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale.

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver les projets de conventions de subvention entre la Commune et les partenaires associatifs suivants :

- l'ASBL D'Broej Centrum West r.p.m. 0807.407.808 (annexe 1),
- l'ASBL Buurthuis Bonnevie Maison de quartier r.p.m. 0416.630.935 (annexe 2),
- l'ASBL Samen Voor Morgen r.p.m 0685.825.731 (annexe 3),
- l'ASBL La Rue r.p.m. 0418.831.548 (annexe 4),
- l'ASBL Sport2be by MW Fund r.p.m. 0649.754.696 (annexe 5).

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 38 votes positifs, 2 abstentions.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

**Departement Infrastructuur & Stedelijke Ontwikkeling - Stadsvernieuwingscontract - SVC 3 « Weststation » - Acties van sociale cohesie en gemeenschapsleven - Subsidieovereenkomsten.**

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2017 ter goedkeuring van het programma voor het Stadsvernieuwingscontract (SVC) 3 « Weststation » ;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 2017 waarbij een subsidie wordt toegekend aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van het programma SVC 3 « Weststation » ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad d.d. 21 november 2018 houdende beslissing ter goedkeuring van de reglementen in het kader van projectoproepen SVC 1, 3 en 5 ;

Gezien de beraadslaging van het College d.d. 16 mei 2019 houdende beslissing ter

goedkeuring van de selectie van de projecten en de toekenning van subsidies voor een bedrag van 865.000,00 euro, voor de gemeentelijke en intergemeentelijke projecten samen; Overwegende dat er nu subsidieovereenkomsten dienen afgesloten te worden met de niet-gemeentelijke partnerverenigingen die de geselecteerde projecten zullen uitvoeren ; Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

De ontwerpen voor de subsidieovereenkomsten tussen de Gemeente en de volgende partnerverenigingen goed te keuren :

- VZW D'Broej Centrum West r.p.r. 0807.407.808 (bijlage 1),
- VZW Buurthuis Bonnevie Maison de quartier r.p.r. 0416.630.935 (bijlage 2),
- VZW Samen Voor Morgen r.p.r. 0685.825.731 (bijlage 3),
- VZW La Rue. r.p.r. 0449.487.409 (bijlage 4),
- VZW Sport2be by MW Fund r.p.r. 0649.754.696 (bijlage 5).

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 38 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

---

04.09.2019/A/0010

**Département Infrastructures et Développement urbain**

**Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Rénovation Urbaine - CRU 5 « Heyvaert-Poincaré » - Actions de cohésion sociétale et de vie collective - Conventions de subvention.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 14 décembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine 5 « Heyvaert-Poincaré » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 14 décembre 2017 octroyant une subvention à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation du programme du CRU 5 « Heyvaert-Poincaré » ;

Vu la délibération du Conseil en date du 21 novembre 2018 approuvant les règlements dans le cadre des appels à projets CRU 1, 3 et 5 ;

Vu la délibération du Collège en date du 18 juillet 2019 approuvant la sélection des projets et l'attribution des subsides pour un montant de 634.044,71 euros, projets communaux et intercommunaux confondus ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure des conventions de subvention avec les partenaires associatifs non communaux qui portent les projets sélectionnés ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver les projets de conventions de subvention entre la Commune et les partenaires associatifs suivants :



- l' ASBL Collectif au Quai r.p.m 0500.692.620 (annexe 1),
- l' ASBL La Rue r.p.m. 0418.831.548 (annexe 2),
- l' ASBL Énergie et Ressources Sensiform r.p.m 860.729.696 (annexe 3),
- l' ASBL Cinemaximiliaan r.p.m. 0649.697.486 (annexe 4),
- l' ASBL Recyclart r.p.m. 0449.487.409 (annexe 5),
- l' ASBL Art2work r.p.m. 462.375.838 (annexe 6),
- l' ASBL Molenbesace r.p.m. 840.017.921 (annexe 7),
- l' ASBL A.B.E.F. r.p.m. 0457.393.404 (annexe 8),
- l' ASBL Circus Zonder Handen r.p.m. 0841.841.818 (annexe 9),
- l' ASBL B.E.S.T. r.p.m. 670.677.992 (annexe 10),
- l' ASBL La Rue r.p.m. 0418.831.548 (annexe 11).

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 37 votes positifs, 3 abstentions.

---

## **Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

### **Departement Infrastructuur & Stedelijke Ontwikkeling - Stadsvernieuwingscontract - SVC 5 « Heyvaert-Poincaré » - Acties van sociale cohesie en gemeenschapsleven - Subsidieovereenkomsten.**

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 december 2017 ter goedkeuring van het programma voor het Stadsvernieuwingscontract (SVC) 5 « Heyvaert-Poincaré »;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 december 2017 waarbij een subsidie wordt toegekend aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van het programma SVC 5 « Heyvaert-Poincaré » ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad d.d. 21 november 2018 houdende beslissing ter goedkeuring van de reglementen in het kader van de projectoproepen SVC 1, 3 en 5 ;

Gezien de beraadslaging van het College d.d. 18 juli 2019 houdende beslissing ter goedkeuring van de selectie van de projecten en de toekenning van subsidies voor een bedrag van 634.044,71 euro, voor de gemeentelijke en intergemeentelijke projecten samen; Overwegende dat er nu subsidieovereenkomsten dienen afgesloten te worden met de niet-gemeentelijke partnerverenigingen die de geselecteerde projecten zullen uitvoeren ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLUIT :**

Enig artikel :

De ontwerpen voor de subsidieovereenkomsten tussen de Gemeente en de volgende partnerverenigingen goed te keuren :

- VZW Collectif au Quai r.p.r. 0500.692.620 (bijlage 1),
- VZW La Rue r.p.r. 0418.831.548 (bijlage 2),
- VZW Énergie et Ressources Sensiform r.p.r. 860.729.696 (annexe 3),
- VZW Cinemaximiliaan r.p.r. 0649.697.486 (bijlage 4),
- VZW Recyclart r.p.r. 0449.487.409 (bijlage 5),
- VZW Art2work r.p.r. 462.375.838 (bijlage 6),
- VZW Molenbesace r.p.r. 840.017.921 (bijlage 7),
- VZW A.B.E.F. r.p.r. 0457.393.404 (bijlage 8),
- VZW Circus Zonder Handen r.p.r. 0841.841.818 (bijlage 9),

- VZW B.E.S.T. r.p.r. 670.677.992 (bijlage 10),
- VZW La Rue r.p.r. 0418.831.548 (bijlage 11).

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 37 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

---

04.09.2019/A/0011

## **Département Infrastructures et Développement urbain**

### **Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Rénovation Urbaine « Gare de l'Ouest » et Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » - Parcelle jouxtant la Gare de l'Ouest - Développement d'un espace public accueillant des projets de cohésion sociale et de vie collective - Conventions d'occupation temporaire.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine 3 « Gare de l'Ouest » (CRU 3) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 février 2019 approuvant le programme du Contrat de Quartier Durable (CQD) « Autour du Parc de l'Ouest » ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale est propriétaire de la parcelle n° 839W8 sise au croisement entre la chaussée de Ninove et la rue Vandenpeereboom à 1080 Molenbeek-Saint-Jean et que le site est actuellement sous-exploité ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé le 17 décembre 2017 la réévaluation du périmètre de la parcelle ;

Considérant que par conséquent la Société d'Aménagement Urbain (SAU) souhaite – en attendant un aménagement définitif - y développer des infrastructures afin d'activer rapidement et de manière temporaire le site, dont les plans d'aménagement se trouvent en annexe (Annexe 1) ;

Considérant que le diagnostic du CRU 3 et du CQD « Autour du Parc de l'Ouest » indiquent qu'il existe une grave pénurie de lieux de réunion et d'infrastructures sportives accessibles au quartier ;

Considérant que la Commune, en accord avec la SAU, souhaite donc y développer un espace public ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale souhaite par conséquent donner en occupation temporaire ladite parcelle à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean afin d'en être le gestionnaire et le responsable ;

Considérant que la Commune, en tant que gestionnaire de l'occupation temporaire de la parcelle, souhaite y développer des activités de cohésion sociale et de vie collective ;

Considérant que, dans ce but, une partie des budgets du CRU 3 et du CQD « Autour du Parc de l'Ouest » seront alloués à la bonne gestion de l'occupation temporaire ;

Considérant que la Commune - en échange d'un droit d'occupation temporaire à titre gratuit - délègue en partie cette mission aux associations reprises ci-dessous qui bénéficient de ces budgets :

- la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale,
- l'ASBL La Rue r.p.m. 0418.831.548,

- l' ASBL Sport2be by MW Fund r.p.m. 0649.754.696,
- l' ASBL D'Broej Centrum West r.p.m. 0807.407.808,
- l' ASBL Ensemble pour Demain r.p.m 0685.825.73.

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une convention d'occupation temporaire entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure des conventions d'occupation temporaire entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et les futurs occupants susmentionnés ;

Considérant que les projets de conventions ont été soumis au service des Affaires Juridiques;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale;

DÉCIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune concernant la réalisation d'une occupation temporaire de la parcelle n° 839W8 sise au croisement entre la chaussée de Ninove et la rue Vandenpeereboom à 1080 Molenbeek-Saint-Jean (Annexe 2) ;

Article 2 :

D'approuver les projets de conventions d'occupation temporaire des infrastructures qui seront développées par la SAU sur la parcelle n° 839W8 sise au croisement entre la chaussée de Ninove et la rue Vandenpeereboom à 1080 Molenbeek-Saint-Jean établies entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et les ASBL suivantes :

- l' ASBL La Rue r.p.m. 0418.831.548 (Annexe 3),
- l' ASBL Sport2be by MW Fund r.p.m. 0649.754.696 (Annexe 4),
- l' ASBL D'Broej Centrum West r.p.m. 0807.407.808 (Annexe 5),
- l' ASBL Ensemble pour Demain r.p.m 0685.825.73 (Annexe 6).

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

### **Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Stadsvernieuwingscontract "Weststation" en Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" - Perceel naast het Weststation - Ontwikkeling van een openbare ruimte met projecten voor sociale cohesie en gemeenschapsleven - Terbeschikkingstellingsovereenkomsten.**

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2017 tot goedkeuring van het programma van het Stadsvernieuwingscontract 3 «Weststation» (SVC 3);

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 februari 2019 tot goedkeuring van het programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) "Rondom Westpark" ;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eigenaar is van het perceel nr. 839W8 gelegen op de kruising van de Ninoofsesteenweg en de Vandenpeereboomstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek en dat de site momenteel onderbenut is;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 17 december 2017 de herwaardering van de perimeter van het perceel heeft goedgekeurd;

Overwegende dat bijgevolg de Maatschappij voor Stedelijke Inrichting (MSI) er - in

afwachting van de definitieve ontwikkeling - infrastructuur wenst te ontwikkelen om het terrein snel en tijdelijk te activeren en waarvan de ontwikkelingsplannen bijgevoegd zijn (bijlage 1) ;

Overwegende dat de diagnose van zowel het SVC 3 als het DWC "Rondom Weststation" aangeven dat er een nijpend tekort is aan ontmoetingsplekken en laagdrempelige sportinfrastructuur voor de buurt;

Overwegende dat de Gemeente, in overleg met de MSI, er daarom een openbare ruimte wil ontwikkelen;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bijgevolg dit perceel wil afstaan voor een tijdelijke bezetting aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek om er de beheerder en de verantwoordelijke voor te worden;

Overwegende dat de Gemeente, als beheerder van de tijdelijke bezetting van het perceel, er activiteiten ter bevordering van de sociale cohesie en het gemeenschapsleven wenst te ontwikkelen;

Overwegende dat, in dit opzicht, een deel van de budgetten van het SVC 3 en het DWC "Rondom Westpark" worden toegewezen aan het goede beheer van deze tijdelijke bezetting;

Overwegende dat de Gemeente - in ruil voor een gratis recht op tijdelijke bezetting - een deel van deze missie delegeert aan onderstaande verenigingen die genieten van bovengenoemde budgetten:

- het Huis van Culturen en Sociale Samenhang,
- de VZW La Rue. r.p.r. 0449.487.409,
- de VZW Sport2be by MW Fund r.p.r. 0649.754.696,
- de VZW D'Broej Centrum West r.p.r. 0807.407.808,
- de VZW Samen Voor Morgen r.p.r 0685.825.731.

Overwegende dat er nu een tijdelijke bezettingsovereenkomst dient afgesloten te worden tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat er nu tijdelijke bezettingsovereenkomsten dienen afgesloten te worden tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de hierboven vermelde toekomstige gebruikers;

Overwegende dat deze overeenkomsten voorgelegd werden aan de dienst Juridische Zaken;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

Het ontwerp van de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente betreffende de tijdelijke bezetting van het perceel nr. 839W8, gelegen op het kruispunt van de Ninoofsesteenweg en de Vandenpeereboomstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren (bijlage 2);

Artikel 2 :

De ontwerpen van overeenkomsten goed te keuren voor de tijdelijke bezetting van de infrastructuur, die door de MSI zal worden ontwikkeld, op perceel nr. 839W8, gelegen op het kruispunt van de Ninoofsesteenweg en de Vandenpeereboomstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de volgende VZW's :

- de VZW La Rue. r.p.r. 0449.487.409 (bijlage 3),
- de VZW Sport2be by MW Fund r.p.r. 0649.754.696 (bijlage 4),
- de VZW D'Broej Centrum West r.p.r. 0807.407.808 (bijlage 5),
- de VZW Samen Voor Morgen r.p.r 0685.825.731 (bijlage 6).

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

04.09.2019/A/0012 **Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Département Infrastructures et Développement Urbain - Mise en œuvre du programme de revitalisation urbaine du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » - Opérations immobilières et espaces publics - Convention concernant l'obtention d'un subside avec la Région de Bruxelles-Capitale - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège en date du 5 mars 2018 décidant e.a. :

- De confier la mission d'étude pour l'élaboration du programme de base du Contrat de Quartier « Autour du Parc de l'Ouest » au bureau d'études PTA Architecten bvba ;

Vu la première estimation du coût des opérations fixée à la somme de 14.868.421,07 EUR ;

Vu la délibération du Collège en date du 2 juillet 2018 décidant e.a. :

- D'approuver l'avant-projet présenté par l'architecte-auteur de projet;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a sollicité un subside de 14.125.000,00 EUR à la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que celle-ci nous a informé par un courrier daté du 22 février 2019, qu'un premier subside de 7.062.500,00 EUR a été octroyé à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Prend connaissance de la convention, entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale, dont l'objet est de fixer les modalités de la mise à disposition de la subvention susmentionnée ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention entre la Commune et la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**  
**Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Implementatie van de stedelijke herwaardings programma van het Duurzaam Wijkcontract « Rondom Westpark » - Vastgoedoperaties en operaties openbare ruimte -**

## **Samenwerkingsovereenkomst over de verkrijging van een subsidie met het Brussels Hoofdstedelijke Gewest - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gezien het College van 5 maart 2018 die o.a. beslist;

- De werkenmissie voor de ontwikkeling van het basisprogramma van het Duurzaam wijkcontract "Rondom Westpark" aan Studiebureau PTA Architecten bvba toevertrouwen;

Gezien de eerste raming van de kosten van de werken op de som van 14.868.421,07 EUR gesteld;

Gezien het College van 2 juli 2018 dit o.a. beslist;

- Het voorgestelde voorontwerp door de architect goedgekeurd;

Overwegende dat de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek heeft een subsidie van 14.125.000,00 EUR aan het Brussels Hoofdstedelijke Gewest gevraagd;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijke Gewest heeft ons door en brief van de 22 februari 2019 laten weten, dat een subsidie van 7.062.500,00 EUR aan het Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek toegekend wordt;

Neemt kennis van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, waarvan het doel is de voorwaarden van de beschikbaarstelling van de bovengenoemde subsidie;

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

**BESLUIT :**

Enig artikel :

De overeenkomst tussen de gemeente en het Brussels Hoofdstedelijke Gewest goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*Ahmed El Khannouss quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

04.09.2019/A/0013

**Département Infrastructures et Développement urbain**

**Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de quartier durable**

**Petite Senne - Occupation temporaire du bien sis quai de l'Industrie 75 -**

**Renouvellement de la convention.**

LE CONSEIL,

Considérant que l'immeuble sis Quai de l'industrie 75 fait l'objet d'un projet de création de logements conventionnés dans le cadre de l'opération 1.C2B « Logements Conventionnés Industrie » et d'un projet de création d'un équipement dans le cadre de

l'opération 1.C4 « Recyclerie » du Contrat de quartier durable « Petite Senne »;  
Considérant que l'asbl Domus Art Kunst occupe ce bien selon la convention qui a été approuvée par le Conseil du 25/10/2017 pour une période allant du 15/11/2017 au 31/12/2018 et selon les avenants pour prolonger la période d'occupation jusqu'au 30/09/2019 sur base de la délibération du Conseil du 21/11/2018;  
Considérant que le bien donné en occupation précaire a déjà été transformé par l'ASBL en vue d'y mener des activités principalement culturelles visant la promotion des initiatives citoyennes, artistiques et d'entreprenariat social et d'y installer 1 logement de fonction (max 2 ou 3 personnes) pour garantir une présence sur place qui contribuera au contrôle social, ce qui est recherché via les occupations temporaires;  
Considérant qu'en octobre 2019, une partie à l'arrière du bâtiment sera démolie pour être intégrée dans les opérations 1.C1 "Atelier Upcycling" et 1.C2A "Logements assimilés au Logement Social";  
Considérant que l'autre partie du bâtiment peut toujours être occupée;  
Considérant que la continuation de l'occupation temporaire du Quai de l'Industrie 75 assurerait une présence sociale dans l'immeuble, ce qui permet d'éviter le vandalisme et le squattage;  
Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une nouvelle convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL DAK pour une période allant du 01/10/2019 au 31/12/2020, à titre gratuit, avec la prise en charge des consommations d'eau et d'énergies par l'ASBL DAK;  
Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires Juridiques;  
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une période allant du 1er octobre 2019 au 31 décembre 2020 par l'ASBL DAK de l'immeuble sis Quai de l'Industrie 75;

Article 2 :

D'approuver la gratuité de l'occupation et la prise en charge par l'ASBL DAK des consommations d'eau et d'énergies;

Article 3 :

De ne supporter aucune responsabilité en cas de perte ou de vol de matériel.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

## **Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

### **Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam wijkcontract Zinneke - Tijdelijk gebruik van het goed gelegen te Nijverheidskaai 75 - Hernieuwing van de overeenkomst.**

DE RAAD,

Overwegende dat het gebouw gelegen te Nijverheidskaai 75 het voorwerp uitmaakt van de creatie van "Geconventioneerde woningen" in het kader van operatie 1.C2B en van een "Recyclerie" in het kader van operatie 1.C4 van het duurzaam wijkcontract "Zinneke";

Overwegende dat de vzw Domus Art Kunst het gebouw bezet volgens de overeenkomst die werd goedgekeurd door de Gemeenteraad van 25/10/2017 voor een periode gaande van 15/11/2017 tot 31/12/2018 en volgens de aanhangsels ter verlenging van de

bezettingsperiode tot 30/09/2019 op basis van de gemeenteraadsberaadslaging van 21/11/2018;

Overwegende dat het in tijdelijk gebruik gegeven vastgoed reeds werd getransformeerd door de vzw om er hoofdzakelijk culturele activiteiten te houden die de promotie beogen van burger-, artistieke en sociaal ondernemerschapsinitiatieven en om er 1 functiewoning (voor max 2 of 3 personen) in te voorzien om een aanwezigheid ter plaatse te garanderen die zal bijdragen tot de sociale controle, hetgeen beoogd wordt via het tijdelijk gebruik;

Overwegende dat in oktober 2019 een deel aan de achterkant van het gebouw zal gesloopt worden om te worden geïntegreerd in de operaties 1.C1 "Upcycling ateliers" en 1.C2A "Met sociale woningen gelijkgestelde woningen";

Overwegende dat het andere deel van het gebouw nog steeds kan bezet worden;

Overwegende dat het verderzetten van het tijdelijk gebruik van de Nijverheidskaai 75 een sociale aanwezigheid zou verzekeren in het gebouw, hetgeen vandalisme en kraken voorkomt;

Overwegende dat er dus moet overgegaan worden tot het afsluiten van een nieuwe gebruiksovereenkomst tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw DAK voor een periode gaande van 1 oktober 2019 tot 31 december 2020, gratis, met de tenlasteneming van het energie- en waterverbruik door de vzw DAK;

Overwegende dat deze overeenkomst voorgelegd werd aan de dienst Juridische Zaken;  
Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLIST:**

Artikel 1:

Het ontwerp van de gebruiksovereenkomst goed te keuren, voor een periode gaande van 1 oktober 2019 tot 31 december 2020 door de vzw DAK van het gebouw gelegen te Nijverheidskaai 75;

Artikel 2:

Het gratis karakter goed te keuren van het gebruik en de tenlasteneming door de vzw DAK van het water- en energieverbruik;

Artikel 3:

Geen enkele verantwoordelijkheid te dragen in geval van verlies of diefstal van materiaal.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

04.09.2019/A/0014 **Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Département Infrastructures et Développement urbain - CQD Petite Senne :**  
**opération 1.A2 Espace Public - Accord pour l'acquisition du bien situé Rue Heyvaert**  
**n°89 - 1080 Molenbeek - Finalisation des modalités d'acquisition.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 21 novembre 2018 décidant de charger la Division technique du Département Infrastructures et Développement Urbain de négocier l'acquisition du bien, partie de la parcelle sise Rue Heyvaert 89, 1080 Molenbeek-Saint-



Jean, cadastrée 3ème division, section B, n° 943d28, et de présenter à MMD SA une offre reprenant les conditions suivantes :

- L'offrant déclare prendre l'engagement unilatéral et irrévocable, de se porter acquéreur du bien au prix de quarante mille cinq cents euros (40.500,00 EUR)
- La parcelle susvisée est reprise sur la carte de l'état du sol de l'IBGE en catégorie 0 + 4. Préalablement à la vente du bien, le propriétaire est en principe tenu de respecter ses obligations liées à la reconnaissance de l'état du sol. Dans le cas présent, en dérogation à l'article 13 § 1er de l'[ordonnance du 05/03/2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués](#), l'offrant s'engage à prendre à sa charge la reconnaissance de l'état du sol et les autres études nécessaires pour mener à bien l'acquisition.
- La parcelle devra faire l'objet d'une division parcellaire, l'offrant s'engage à prendre à sa charge tous les documents et démarches nécessaires à cette division.

Considérant que la parcelle concernée a fait l'objet d'une division parcellaire ;

Prends connaissance du formulaire de demande de dérogation et de son annexe, à savoir l'estimation des coûts de traitement du sol et planning réalisés par SWECO BELGIUM S.A. ;

Considérant que conformément aux articles 17§3 et 23§3 de l'Ordonnance relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués du 5 mars 2009 il y a lieu de constituer une garantie financière correspondant au coût estimé de réalisation de l'obligation de traitement de la pollution du sol ;

Considérant que selon l'estimation des coûts de traitement réalisé par la firme SWECO BELGIUM S.A. ce montant s'élève à 9.922,15 EUR HTVA, soit 12.005,80 EUR TVAC, soit 13.806,67 TVA et imprévus compris ;

Considérant que selon le rapport réalisé par SWECO BELGIUM S.A aucune mesure de gestion des risques ou de suivi ne doit être mise en œuvre et que les couts de traitement comprennent uniquement la réalisation des études stipulées dans l'Ordonnance relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués du 5 mars 2009, à savoir l'étude détaillée et l'étude des risques ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 juillet 2019 décidant entre autre :

- De marquer son accord sur l'offre SWECO BELGIUM SA intitulée «Vente partie terrain sis rue Heyvaert 89, 1080 Bruxelles – Estimation des coûts de traitement et planning » établie à cet effet s'élevant à la somme de 9.922,15 EUR hors TVA soit 12.005,80 EUR TVA comprise soit 13.806,67 TVA et révision comprise/imprévus dans le cadre des travaux de Réaménagement d'un espace public et construction d'une crèche francophone pour 72 enfants situés dans l'îlot délimité par les rues de Liverpool, Quai de l'Industrie, Rue de Gosselies et Rue Heyvaert à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;
- D'approuver la dépense totale s'élevant à 9.922,15 EUR hors TVA, (TVA 21% : 2.083,65 EUR), soit 12.005,80 EUR TVA comprise, soit 13.806,67 EUR TVA et imprévus compris (15% : 1.800,87 EUR) ;
- D'engager au nom de SWECO BELGIUM SA (BE 405.647.664) les dépenses de l'opération 1.A2 à l'article 9301/731/60 pour la somme de 13.806,67 EUR du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et de les couvrir à 95% (soit 13.116,34 EUR) par les subsides régionaux (DC 5020 - prélèvement via 9301/955-51) et de les couvrir à 5% (soit 690,33 EUR) par emprunt ;

DECIDE :

Article 1 :

De réaliser les mesures de gestion des risques, conformément aux articles 17§3 et 23§3 de l'Ordonnance relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués du 5 mars 2009 ;

Article 2 :

De charger la Division Technique du Département Infrastructure et Développement urbain de finaliser les démarches auprès de Bruxelles Environnement afin de pouvoir poursuivre dans l'achat de la partie de la parcelle sise Rue Heyvaert 89, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrée 3ème division, section B, n° 943d28.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

## **Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

### **Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - DWC Zinneke: ingreep**

#### **1.A2 Publieke Ruimte - Akkoord voor de aankoop van het goed gelegen aan de Heyvaertstraat nr 89 - 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Afronding van de aankoopvoorwaarden.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 21 november 2018 met volgende beslissingen de Technische Afdeling van het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling te gelasten de aankoop van het goed te onderhandelen te weten, het perceelgedeelte aan de Heyvaertstraat nr. 89, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, opgenomen in het kadaster onder de 3de Afdeling, Sectie B, nr. 943d28, en aan de NV MMD een offerte aan te bieden met onderstaande voorwaarden :

- De bieder verklaart zich eenzijdig en onherroepelijk te verbinden om eigenaar van het goed te worden tegen de prijs van veertig duizend vijf honderd euro (40.500,00 €).
- Genoemd perceel is opgenomen in de kaart van de bodemtoestand van Leefmilieu Brussel in de categorie 0 + 4. Voorafgaandelijk de verkoop van het goed moet de eigenaar in beginsel de verplichtingen naleven betreffende de erkenning van de bodemtoestand. In onderhavig geval, in afwijking van het artikel 13 § 1 van de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems, verbindt er bieder er zich toe de erkenning van de bodemtoestand voor zijn rekening te nemen alsook de andere studies die nodig zijn om de aankoop tot een goed eind te brengen.
- Het perceel moet voorwerp worden van een perceelopdeling en de bieder verbindt er zich toe alle documenten en daden op zich te nemen die nodig zijn voor deze opdeling.

Overwegende dat het betrokken perceel het voorwerp is geweest van een perceelsindeling ;  
Neemt nota van het aanvraagformulier voor een vrijstelling en zijn bijlage, namelijk de geraamde kosten van de door SWECO BELGIUM S.A. uitgevoerde bodembehandeling en –planning ;

Overwegende dat, overeenkomstig de artikelen 17§3 en 23§3 van de Verordening betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems van 5 maart 2009, een

financiële waarborg moet worden gesteld die overeenstemt met de geraamde kosten voor het nakomen van de verplichting om de bodemverontreiniging te behandelen ;

Overwegende dat de door SWECO BELGIUM S.A. geraamde verwerkingskosten 9.922,15 EUR exclusief BTW bedraagt, d.w.z. 12.005,80 EUR inclusief BTW, d.w.z. 13.806,67 EUR inclusief BTW en onvoorziene uitgaven ;

Overwegende dat volgens het rapport van SWECO BELGIUM S.A. geen risicobeheersings- of bewakingsmaatregelen dienen te worden uitgevoerd en dat de zuiveringskosten enkel de studies omvatten die zijn vastgelegd in de verordening betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems van 5 maart 2009, namelijk de gedetailleerde studie en de risicobeoordeling ;

Gezien de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 11 juli 2019 waarin beslist werd :

- In te stemmen met de offerte van SWECO BELGIUM SA getiteld "Verkoop van een deel van de grond gelegen aan de Heyvaertstraat 89, 1080 Brussel - Schatting van de verwerkings- en planningskosten", vastgesteld met het oog hierop, ten belope van 9.922,15 EUR excl. BTW of 12.005,80 EUR excl. BTW of 13,80 EUR excl. BTW 806,67 BTW en herziening inbegrepen/ongepland in het kader van de werken voor de herinrichting van een openbare ruimte en de bouw van een Franstalige crèche voor 72 kinderen, gelegen in het blok dat wordt begrensd door de straten van Liverpool, Quai de l'Industrie, Rue de Gosselies en Rue Heyvaert te 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;
- Goedkeuring van de totale uitgaven ten bedrage van 9.922,15 euro exclusief btw (btw 21%: 2.083,65 euro), d.w.z. 12.005,80 euro inclusief btw, d.w.z. 13.806,67 euro inclusief btw en onvoorziene uitgaven (15%: 1.800,87 euro) ;
- Namens SWECO BELGIUM SA (BE 405.647.664) de uitgaven voor maatregel 1.A2 van artikel 9301/731/60 vast te leggen voor een bedrag van 13.806,67 euro van de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2019 en 95% (d.w.z. 13.116,34 euro) ervan te dekken met regionale subsidies (DC 5020 - heffing via 9301/955-51) en 5% (d.w.z. 690,33 euro) door middel van leningen ;

#### BESLIST:

##### Artikel 1 :

De risicobeheersmaatregelen, overeenkomstig de artikelen 17§3 en 23§3 van de Verordening betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems van 5 maart 2009, uit te voeren ;

##### Artikel 2 :

De Technische Dienst van de Dienst Infrastructuur en Stadsontwikkeling de opdracht te geven om de prospectie bij de dienst Leefmilieu van Brussel af te ronden om de aankoop van het gedeelte van het perceel gelegen aan de Heyvaertstraat 89, 1080 Sint-Jans-Molenbeekstraat, geregistreerd in de 3de afdeling, afdeling B, nr. 943d28, te kunnen voortzetten.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

**Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**  
**Propriétés communales - Rue du Niveau, 7 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean -**  
**Transformation du rez-de-chaussée de la Maison communale de Molenbeek-Saint-**  
**Jean - Modification de l'estimation du marché.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 8 mai 2019 décidant :

Article 1 :

D'approuver le projet relatif aux travaux de transformation du rez-de-chaussée de la commune de Molenbeek-Saint-Jean (rue du Niveau n°7, 1080 Bruxelles) ;

Article 2 :

D'approuver et de faire sien le dossier comprenant le cahier spécial des charges n° 09\_NIV007\_TRAVAUX TRANSFORMATION\_2019, le métré et l'avis de marché faisant partie intégrante de la présente décision ;

Article 3 :

D'approuver la dépense relative à ce marché estimée 495.867,77 EUR hors TVA, soit 600.000,00 EUR TVA comprise (21% TVA =104.132,23 EUR) et de couvrir cette dépense par le prêt octroyé dans le cadre du FRBRTC à concurrence de 500.000 EUR et le solde par fonds d'emprunt;

Article 4 :

De réserver cette dépense à l'article 1040/723/60 (aménagement des bâtiments) du budget extraordinaire de l'exercice 2019, sous réserve de l'approbation du budget 2019 par l'Autorité de Tutelle;

Article 5 :

De recourir à la procédure négociée directe avec publication préalable.

Considérant que la Commune a lancé le marché par procédure négociée directe avec publication préalable, conformément à l'article 41, §1, 2° de la loi du 17 juin 2016 du 20 juin 2019 au 17 juillet 2019 ;

Considérant que deux entreprises, ont déposé une offre pour des montants allant de 878.620,60 EUR à 921.776,46 € EUR TVAC ;

Considérant que le montant de ces deux offres dépasse le montant estimé de 600.000,00 EUR TVAC approuvé lors de la fixation des conditions du marché le 8 mai 2019 ;

Considérant qu'il y a lieu d'augmenter le budget estimé pour ce marché de 300.000,00 EUR;

Considérant que le présent marché prévoit une clause de révision des prix ;

Considérant que la dépense globale pour ce marché peut être (ré)estimée à 743.801,65 EUR HTVA (soit de 156.198,35 EUR de TVA (21%)), soit un total de 900.000,00 EUR TVAC;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponible à l'article 1040/723/60 (aménagement des bâtiments) du budget extraordinaire de l'exercice 2019 car le projet de remplacement du simple vitrage des locaux de la rue de l'Intendant, 63-65 ne se fera pas ;

Considérant que la dépense la dépense pour ce projet sera financée par le prêt octroyé dans le cadre du FRBRTC à concurrence de 500.000 EUR et le solde par emprunt ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la dépense supplémentaire d'un montant de 300.000,00 EUR relative au dépassement de l'estimation ;

Article 2 :

D'approuver la nouvelle estimation des travaux de transformation du rez-de-chaussée de la Maison communale de Molenbeek-Saint-Jean (rue du Niveau n°7, 1080 Bruxelles) d'un montant estimé à 743.801,65 EUR HTVA (soit de 156.198,35 EUR de TVA (21%)), soit un total de 900.000,00 EUR TVAC;

Article 3 :

D'inscrire la dépense supplémentaire de 300.000,00 EUR à l'article 1040/723/60 (aménagement des bâtiments) du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et de la couvrir par emprunt.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer**  
**Gemeentelijke eigendommen - Waterpasstraat 7 te Sint-Jans-Molenbeek -**  
**Transformatie van het gelijkvloers van het gemeentehuis van Sint-Jans-Molenbeek -**  
**Wijziging van de raming van de overheidsopdracht.**

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 8 mei 2019 waarin werd beslist:

Artikel 1 :

Het ontwerp betreffende de transformatie van het gelijkvloers van het gemeentehuis, gelegen te Waterpasstraat n°7 in Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2 :

Het dossier omvattend het bestek 09\_NIV007\_TRAVAUX TRANFORAMTION\_2019, de opmeting en de aankondiging van de opdracht dat integraal deel uitmaken van deze beslissing goed te keuren en het hem eigen maken;

Artikel 3 :

De uitgave, geraamd op 495.867,77 EUR excl. BTW hetzij 600.000,00 EUR incl. BTW (21% BTW = 104.132,23 EUR), goed te keuren en deze uitgave te dekken door de in het kader van het BGHGT toegekende lening ten belope van 500.000 EUR en het saldo door leningsgelden;

Artikel 4 :

Deze uitgave te reserveren op art. 1040/723/60 (inrichting van gebouwen) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2019 door de Toezichthoudende Overheid;

Artikel 5 :

Gebruik te maken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking ;

Overwegende dat de Gemeente de opdracht heeft uitgeschreven bij wege van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41, §1, 2° van de wet van 17 juni 2016 van 20 juni 2019 tot 17 juli 2019;

Overwegende dat twee ondernemingen een offerte hebben ingediend voor een bedrag BTW incl. gaande van 878.620,60 EUR tot 921.776,46 EUR;

Overwegende dat het bedrag van deze twee offertes hoger ligt dan het geraamde bedrag van 600.000,00 EUR, inclusief BTW, goedgekeurd bij de vaststelling van de voorwaarden op 8 mei 2019;

Overwegende dat het geraamde budget voor deze opdracht met 300 000,00 EUR moet worden verhoogd;

Overwegende dat deze opdracht een clause voorziet voor prijssherziening ;

Overwegende dat de globale uitgave van deze opdracht (opnieuw) geraamd kan worden op een bedrag van 743.801,65 EUR btw excl. (met name 156.198,35 EUR btw (21%)) hetzij een totaal van 900.000,00 EUR btw incl. ;

Overwegende dat de nodige kredieten beschikbaar zijn in artikel 1040/723/60 (inrichting van gebouwen) van de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2019, gezien het project voor de vervanging van de enkele beglazing van de lokalen aan de Opzichtersstraat 63-65 niet zal worden uitgevoerd;

Overwegende dat de uitgaven voor dit project zullen worden gefinancierd door de in het kader van het BGHGT toegekende lening ten belope van 500.000 EUR en het saldo door leningsgelden;

BESLIST :

Artikel 1 :

De bijkomende uitgave ten bedrage van 300.000,00 EUR omtrent de overschrijding van de raming goed te keuren ;

Artikel 2 :

De nieuwe raming van de werken betreffende de transformatie van het gelijkvloers van het gemeentehuis van Sint-Jans-Molenbeek ( Waterpasstraat n°7 in 1080 Brussel) voor een geraamd bedrag van 743.801,65 EUR exclusief BTW (hetzij 156.198,35 EUR (21%)), hetzij voor een totaal bedrag van 900.000,00 EUR inclusief BTW, goed te keuren;

Artikel 3 :

De extra uitgaven van 300 000,00 EUR op te nemen in artikel 1040/723/60 (inrichting van gebouwen) van de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2019 en te dekken door leningen.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

04.09.2019/A/0016 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**  
**Propriétés communales - Travaux de rafraichissement (peinture) dans les écoles**  
**communales - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 EUR) et l'article 43 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges n° 23\_RA Fraichissement Peinture\_2019 relatif

au marché de travaux de rafraîchissement (peinture) dans les écoles communales établi par le Service Propriétés communales ;

Considérant qu'il s'agira d'un marché stock d'une durée d'un an, que la commande se fera sur base des prix unitaires proposés par la firme la moins disante et que la dépense globale se limitera à 174.800,00 EUR hors TVA, soit 185.288,00 EUR, TVA comprise (6% TVA) ;  
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 7220/724/60 (Equipement et maintenance des bâtiments scolaires) du budget extraordinaire de l'exercice 2019 ;

Sur proposition du Collège échevinal du 22 août 2019 ;

DECIDE:

Article 1:

D'approuver le projet relatif aux travaux de rafraîchissement (peinture) dans les écoles communales établi par le Service Propriétés communales;

Article 2

D'approuver et de faire sien le dossier comprenant le cahier spécial des charges n° 23\_RAFRAICHISSEMENT PEINTURE\_2019, le métré et l'avis de marché faisant partie intégrante de la présente décision ;

Article 3

D'approuver la dépense globale relative à ce marché estimée à 174.800,00 EUR HTVA, soit 185.288,00 EUR TVAC et d'appliquer les travaux à effectuer les prix unitaires proposés par la firme la moins disante;

Article 4

De réserver cette dépense à l'article 7220/724/60 (Equipement et maintenance des bâtiments scolaires) du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et de la couvrir par emprunt,

Article 5

De recourir à la procédure négociée directe avec publication préalable.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer  
Gemeentelijke eigendommen - Verfrissingswerken (schilderwerk) in  
gemeenschappelijke scholen - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en  
gunningswijze.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 EUR niet) en

artikel 43;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht verfrissingswerken (schilderwerk) in gemeenschappelijke scholen een bestek met nr. 23\_RAFRAICHISSEMENT PEINTURE\_2019 werd opgesteld door de Dienst Gemeentelijke eigendommen;

Overwegende dat het zal een voorraad opdracht van een jaar zijn , en dat de bestelling gebaseerd zal zijn op de eenheidsprijzen die door de goedkoopste onderneming worden voorgesteld en dat de totale uitgaven beperkt zullen blijven tot 174.800,00 EUR exclusief BTW, namelijk 185.288,00 euro inclusief BTW (6% BTW) ;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 7220/724/60 (Uitrusting en onderhoud van schoolgebouwen) van de buitengewone dienst in het budget van 2019;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus 2019;

**BESLIST :**

Artikel 1 :

Het ontwerp betreffende verfrissingswerken (schilderwerk) in gemeenschappelijke scholen opgericht door de dienst dienst Gemeentelijke eigendommen, goed te keuren;

Artikel 2 :

Het dossier omvattend het bestek 23\_RAFRAICHISSEMENT PEINTURE\_2019, de meetstaat en de aankondiging van de opdracht dat integraal deel uitmaken van deze beslissing goed te keuren en het hem eigen maken;

Artikel 3 :

De globale uitgave, geraamd op 174.800,00 EUR excl. BTW hetzij 185.288,00 EUR incl. BTW, goed te keuren, en toepassing van de uit te voeren werkzaamheden met de eenheidsprijzen die door de goedkoopste onderneming worden voorgesteld;

Artikel 4 :

Deze uitgave te reserveren op art. 7220/724/60 (Uitrusting en onderhoud van schoolgebouwen) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019 en deze te dekken via leningen;

Artikel 5 :

Gebruik te maken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.



**RWDM dans le cadre de l'occupation du stade Edmond Machtens sis rue Charles Malis 61 à 1080 Bruxelles.**

Le point est retiré de l'ordre du jour.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer  
Gemeentelijke eigendommen - Betoelagingsovereenkomst tussen de Gemeente en de  
vzw RWDM in het kader van het gebruik van het Edmond Machtensstadion gelegen  
Charles Malisstraat 61 te 1080 Brussel.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

---

04.09.2019/A/0018 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière  
Propriétés communales - Angle de la rue d'Enghien et de la rue de Bonne - Location  
des locaux par l'ASBL des Femmes Prévoyantes Socialistes du Brabant pour le projet  
« ONE » - Avenant n°1 à la convention d'occupation approuvée par le Conseil  
communal du 25 février 2015.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 25.02.2015 décidant e.a:

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une durée de 12 ans, par l'ASBL des Femmes Prévoyantes Socialistes du Brabant, des locaux sis à l'angle des rues d'Enghien et de Bonne en vue de l'installation d'une Antenne « ONE » ;

Article 2 :

De fixer le montant du droit d'occupation mensuel à la somme de 1.250,00 EUR et d'approuver la prise en charge par l'ASBL de la consommation énergétique ;

Prend connaissance du projet d'avenant à la convention d'occupation par l'ASBL des Femmes Prévoyantes Socialistes du Brabant sis à l'angle des rues d'Enghien et de Bonne relatif aux travaux de remise en peinture des locaux du bien occupé ;

Considérant que l'avenant a été soumis pour avis au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 22 août 2019 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le projet d'avenant à la convention d'occupation par l'ASBL des Femmes Prévoyantes Socialistes du Brabant dans les locaux sis à l'angle des rues d'Enghien et de Bonne approuvée par le Conseil communal du 25.02.2015 relatif aux travaux de remise en peinture des locaux du bien occupé.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer  
Gemeentelijke Eigendommen - Hoek van de Edingenstraat en de Bonnestraat -  
Verhuur van de lokalen door vzw van de Socialistische Vrouwen Vereniging van  
Brabant voor het project "ONE" - Aanhangsel n°1 van de gebruiksovereenkomst goed  
te keuren door de Gemeenteraad van 25 februari 2015.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 25.02.2015 die o.a. beslist:

Artikel 1

De ontwerpovereenkomst voor het gebruik door de vzw van de Socialistische Vrouwen Vereniging van Brabant, voor een periode van 12 jaar, van de lokale gelegen op de hoek van de Edingenstraat en de Bonnestraat met het oog op plaatsing van een "ONE", goed te keuren.

Artikel 2

Het bedrag van 1.250,00 € voor het maandelijks gebruiksrecht vast te leggen en de tenlasteneming van het energieverbruik door de vzw goed te keuren.

Neemt kennis van het ontwerp van het aanhangsel van de gebruiksovereenkomst door de vzw de Socialistische Vrouwen Vereniging van Brabant, gelegen op de hoek van de Edingenstraat en de Bonnestraat betreffende de schilderwerken van de lokalen van het gebruikte onroerend goed;

Overwegende dat het aanhangsel voorgelegd werd aan de dienst Juridische Zaken;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 22 augustus 2019;

BESLIST :

Enig artikel :

Het ontwerp van het aanhangsel van de gebruiksovereenkomst voor het gebruik door de vzw de socialistische vrouwen vereniging van brabant van de lokalen gelegen op de hoek van de Edingenstraat en de Bonnestraat goed te keuren, door de Gemeenteraad van 25.02.2015 betreffende de schilderwerken van de lokalen van het gebruikte onroerend goed;

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten vanhet Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

**Propriétés Communales - Angle de la rue Révérend Père Pire et de la rue Marcel Betbèze (6ème division, Secteur D, n°82y2) - Convention d'occupation précaire d'un terrain communal par la VZW KatOBA (Katholiek Onderwijs Brussel Annuntiaten).**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 11 juillet 2019 décidant e.a.:

Article 1 :

De marquer son accord de principe sur une occupation temporaire du terrain communal sis à l'Angle de la rue Révérend Père Pire et de la rue Marcel Betbèze (6ème division, Secteur D, n°82y2) par la VZW KatOBA (Katholiek Onderwijs Brussel Annuntiaten) pour une durée de 2 ans, sous réserve d'obtention des permis nécessaires, durant les travaux de rénovation de l'école Paruck ;

Article 2 :

De négocier avec l'association le paiement d'un droit d'occupation mensuel de minimum 1.000,00 EUR ainsi que la prise en charge des consommations énergétiques ;

Article 3 :

De présenter la convention d'occupation au Collège.

Considérant qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et la VZW KatOBA (Katholiek Onderwijs Brussel Annuntiaten) pour une durée de 2 ans, avec reconduction possible ;

Considérant que cette convention prévoit le versement d'un droit d'occupation de 1.000,00 EUR et que les frais inhérents à la consommation d'eau, de gaz et d'électricité sera prise en charge par l'Association ;

Considérant que si la convention est reconduite, il faudrait prévoir une progressivité de loyer mensuel de 1.000,00 EUR à 2.000,00 EUR ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 29 août 2019 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation temporaire du terrain communal sis Angle de la rue Révérend Père Pire et de la rue Marcel Betbèze (6ème division, Secteur D, n°82y2), par la VZW KatOBA (Katholiek Onderwijs Brussel Annuntiaten) pour une durée de 2 ans, avec possibilité de reconduction sous condition de progressivité de loyer mensuel soit 2.000,00 EUR ;

Article 2 :

De fixer avec le montant du droit d'occupation mensuel à la somme de 1.000,00 EUR et la prise en charge par l'association des consommations énergétiques ;

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer**  
**Gemeentelijke eigendommen - Hoek van de Père Pirestraat en de Marcel**  
**Betbèzestraat (6e afdeling, Secteur D, n°82y2) - Overeenkomst voor de preciaire**  
**bezetting van een gemeenschappelijke ruimte door het VZW KatOBA (Katholiek**  
**Onderwijs Brussel Annuntiaten).**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juli 2019 die o.a. beslist:

Artikel 1:

In principe in te stemmen met een tijdelijke bezetting van de gemeenschappelijke grond gelegen op de hoek van de Eerwaarde Pater Pirestraat en de Marcel Betbezestraat (6e afdeling, Secteur D, n°82y2) door de VZW (Katholiek Onderwijs Brussel Annuntiaten) voor een periode van 2 jaar, onder voorbehoud van het verkrijgen van de nodige vergunningen, tijdens de renovatiewerkzaamheden aan de Paruckschool;

Artikel 2:

Met de vereniging onderhandelen over de betaling van een maandelijkse huurprijs van minstens 1.000,00 EUR en de betaling van het energieverbruik;

Artikel 3:

De huurovereenkomst aan het College voor te leggen.

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot het afsluiten van een overeenkomst voor tijdelijk bezetting tussen het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de VZW KatOBA (Katholiek Onderwijs Brussel Annuntiaten) voor een periode van 2 jaar, met een mogelijke verlenging;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet in de betaling van een huurprijs van 1.000,00 EUR en dat de kosten in verband met het verbruik van water, gas en elektriciteit ten laste van de Vereniging zullen komen;

Overwegende dat bij verlenging van de overeenkomst moet worden voorzien in een maandelijkse huurprijsverhoging van 1.000,00 EUR naar 2.000,00 EUR per maand;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 augustus 2019;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het ontwerp goed te keuren van de overeenkomst voor tijdelijk bezetting van de gemeenschappelijke grond gelegen op de hoek van de Eerwaarde Pater Pirestraat en de Marcel Betbezestraat (6e afdeling, Secteur D, n°82y2) door de VZW KatOBA (Katholiek Onderwijs Brussel Annuntiaten), voor een periode van 2 jaar, met een mogelijke verlenging onder voorbehoud van een progressieve maandelijkse huurprijs van 2.000,00 EUR;

Artikel 2 :

Vast te stellen met het bedrag van de maandelijkse huurprijs van 1.000,00 EUR en de betaling door de vereniging van het energieverbruik.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998

houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

04.09.2019/A/0020 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**  
**Logements temporaires - Transit - Avenant n°3 au mandat de gestion conclu avec l'asbl La MAIS le 29.09.2016.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 28.09.2016 décidant e.a.de :

Article 2 :

D'approuver la reconduction de la gestion locative des logements de transit communaux par l'asbl La MAIS ;

Article 3 :

D'approuver le projet de mandat de gestion conclu entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl La MAIS pour une durée de trois ans ;

Considérant que le mandat de gestion en question arrive à son terme le 30/09/2019 ;

Considérant qu'il est opportun de reconduire la gestion locative des logements de transit communaux par l'agence immobilière sociale, La MAIS et que cette reconduction peut se faire tacitement ;

Considérant que le loyer mensuel à verser par la MAIS à la Commune sera désormais de 6.761,50 EUR dont les frais de gestion d'un montant de 338,08 EUR seront déduits ainsi que les éventuelles interventions techniques;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de rédiger un avenant n°3 au mandat de gestion conclu entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl La MAIS précisant le nouveau loyer ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.08.2019 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet d'avenant n°3 au mandat de gestion, conclu le 29.09.2016, entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl La MAIS ;

Article 2 :

D'approuver l'augmentation du loyer global payé mensuellement à la Commune par l'asbl La MAIS dans le cadre de la prise en gestion des logements de transit, à savoir 6.761,50 EUR ;

Article 3 :

De déduire les frais de gestion du montant du loyer correspondant dès lors à 6.423,43 EUR;

Article 4:

De déduire du loyer les coûts engendrés par d'éventuelles interventions techniques;

Article 5:

D'inscrire la recette à l'article 9220/163 -01 du budget ordinaire de l'exercice 2019.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer**  
**Tijdelijke woningen - Transit - Aanhangsel nr 3 aan het beheersmandaat gesloten met de vzw MAIS op 29.09.2016.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 28.09.2016 tot beslissing o.a.:

Artikel 2 :

De verlenging goed te keuren van het huurbeheer van de gemeentelijke transitwoningen door de vzw LA MAIS;

Artikel 3 :

Het ontwerp goed te keuren van het beheersmandaat afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw LA MAIS voor een periode van drie jaar;

Overwegende dat het beheersmandaat in kwestie tot zijn einde komt op 30.09.2019;

Overwegende dat het opptuun blijkt het huurbeheer van de gemeentelijke transitwoningen door het sociaal verhuurkantoor, LA MAIS, te verlengen en dat deze vernieuwing stilzwijgend kan worden gedaan;

Overwegende dat de maandelijks huurprijs die betaald wordt aan de Gemeente door de vzw LA MAIS voortaan 6.761,50 EUR zal bedragen, waarop de beheerskosten van 338,08 EUR en eventuele technische interventies in mindering zullen worden gebracht;

Overwegende dat er dus moet overgegaan worden tot het opstellen van een aanhangsel nr 3 aan de beheersmandaat afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw LA MAIS, die de nieuwe huurprijs zal preciseren;

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.08.2019;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het ontwerp goed te keuren van het aanhangsel nr 3 aan de beheersmandaat afgesloten op 29.09.2016 tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw LA MAIS voor een periode van drie jaar;

Artikel 2 :

De verhoging goed te keuren van de globale huurprijs die maandelijks betaald wordt aan de Gemeente door de vzw LA MAIS in het kader van het beheerrecht op transitwoningen, te weten 6.761,50 EUR;

Artikel 3:

De beheerskosten af te trekken van de huurprijs die dan overeenstemt met 6.423,43 EUR;

Artikel 4:

De kosten voortvloeiend uit eventuele technische interventies af te trekken van de huurprijs;

Artikel 5:

De ontvangst op artikel 9220/163-01 van de gewone begroting van dienstjaar 2019 op te

schrijven .

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

04.09.2019/A/0021 **Département Services généraux et Démographie**  
**Elections du 26 mai 2019 - Délibération du conseil communal du 19 juin 2019 - Octroi d'un jeton de présence aux présidents de bureaux de vote de Molenbeek-Saint-Jean - Arrêté d'annulation - Communication.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'arrêté du 11 juillet 2019 de Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant annulation de la délibération du 19 juin 2019 par laquelle le conseil communal a décidé d'octroyer un jeton de présence aux présidents de bureaux de vote de Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Verkiezingen van 26 mei 2019 - Beraadslaging van de Gemeenteraad van 19 juni 2019 - Toekenning van een presentiegeld aan de voorzitters van de stembureaus van Sint-Jans-Molenbeek - Vernietigingsbesluit - Mededeling.**

DE RAAD,

Neemt kennis van het besluit van 11 juli 2019 van de Heer Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vernietiging van de beraadslaging van 19 juni 2019 waarbij de Gemeenteraad besloten heeft een presentiegeld aan de voorzitters van stembureaus van Sint-Jans-Molenbeek toe te kennen.

De Raad neemt kennis.

---

04.09.2019/A/0022 **Département des Ressources Humaines**

## **GRH - Statut pécuniaire - Valorisation des années prestées antérieurement - Modification.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 10 juillet 1997 par laquelle le Conseil communal décide de fixer le statut pécuniaire du personnel communal ;

Vu sa délibération du 25/03/2015 par laquelle le Conseil communal décide de modifier sa délibération du 9 décembre 1999 en matière de valorisation des services antérieurs, comme suit, à partir du 01.01.2015 (sans effet rétroactif), et pour le personnel contractuel (CDI/CDD et contrat de remplacement).

Considérant que la valorisation des services antérieurs se fait actuellement sur base de l'horaire de travail ; qu'elle est ainsi réduite à due concurrence en cas d'horaire réduit;

Considérant qu'une inégalité est ainsi créée pour le personnel communal déjà en fonction à temps partiel et qui obtiendrait un deuxième contrat de travail ;

Considérant l'exemple suivant :

- un agent communal travaille à temps partiel (19h) depuis le 01/04/2009 et a une ancienneté pécuniaire de 10 ans (échelon 10)
- le Collège lui octroie un autre contrat (additionnel) de 19h à pd 01/05/2019 : Compte tenu du statut pécuniaire actuel son traitement dans le 2<sup>ème</sup> contrat lui sera calculé à l'échelon 5 = 10 ans d'ancienneté à raison de 19h/38es temps
- Modification proposée : les services admissibles effectués dans l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean, sont toujours comptabilisés à 100% et l'agent concerné bénéficierait ainsi d'une ancienneté valorisée dans son nouveau contrat de 10 ans (*Echelon 10*)

Considérant qu'il convient dès lors d'adapter le statut pécuniaire;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant que cet amendement a fait l'objet de négociations le 24 juin 2019 ;

Vu le protocole n° 465;

DECIDE :

Article unique :

De compléter sa délibération du 25/03/2015 en matière de valorisation des services antérieurs, comme suit, à partir du 01.01.2019 (sans effet rétroactif) :

la durée des services admissibles effectués dans l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean, sont toujours comptabilisés à 100%.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Human Resources**

**HRM - Geldelijk statuut - Valorisering van vroeger gepresteerde diensten - Wijziging.**

DE RAAD,

Gezien zijn beslissing van 10 juli 1997 waarbij hij het geldelijk statuut van het



gemeentepersoneel vaststelt ;

Gezien zijn beslissing van 25/03/2015 waarbij hij beslist zijn beslissing van 09/12/1999 betreffende de valorisatie van de vorige dienstjaren, vanaf 01/01/2015 (zonder terugwerkende kracht), voor het contractueel personeel, te wijzigen ;

Overwegende dat de valorisatie van de vorige dienstjaren nu gebeurt op basis van het uurrooster en dat, zodanig, dit wordt vermindert bij een onvolledig uurrooster ;

Overwegende dat er zo een ongelijkheid ontstaat voor het, reeds in dienst zijnde gemeentepersoneel met onvolledig uurrooster, dat een bijkomend contract zou bekomen ;

Gezien volgend voorbeeld :

Een gemeenteagent werkt deeltijds (19u) sinds 01/04/2009 en zijn geldelijke ancienniteit bedraagt 10jaar (trap 10)

Het college biedt hem een bijkomend contract aan van 19u vanaf 01/05/2019

Rekening houdend met het huidig geldelijk statuut zal zijn wedde voor dit 2de contract berekend worden op trap 5 = 10jaar ancienniteit aan 19/38h

Gezien de voorgestelde wijziging :

De vorige diensten gepresteerd binnen het gemeentebestuur worden steeds aan 100% aanvaard, onze agent zou dus zijn wedde berekend zien met een ancienniteit van 10jaar (trap 10) ;

Overwegende dat het noozakelijk is om het geldelijk statuut aan te passen ;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen ;

Overwegende dat deze wijziging werd onderworpen aan de onderhandeling van 24 juni 2019 ;

Gezien het protocol 465;

**BESLUIT :**

Enig artikel :

Zijn beslissing van 25/03/2015 betreffende valorisatie van vorige dienstjaren als volgt te wijzigen vanaf 01/01/2019 (zonder terugwerkende kracht) :

De duur van de aanvaardbare jaren, gepresteerd bij het gemeentebestuur van Sint -Jans-Molenbeek, voor het reeds in functie zijnde personeel, worden steeds aan 100% geboekt.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

04.09.2019/A/0023

**Département des Ressources Humaines**

**GRH - Règlement de travail - Annexe 12.2 - Règlement sur les gardiens de la paix - Modification des congés.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 23/09/2009 par laquelle il fixe le règlement sur les gardiens de la paix ;

Considérant que ce règlement prévoit que, pour les gardiens de la Paix, il y a deux types de congés selon leurs durées : des congés principaux : au moins 10 jours de congés consécutifs maximum 22 jours et des congés ponctuels : moins de 10 jours de congés consécutifs ;

Considérant qu'en plus ce règlement stipule que, pour le bon fonctionnement du service, le

total des périodes de congés (principaux et/ou ponctuels) en de juillet et août sont limités à un total maximum de 22 jours sur la période des deux mois par agent, soit un congé maximum équivalent à un mois calendrier ;

Vu la décision du conseil communal par laquelle il modifie le règlement des congés des autres agents communaux ;

Considérant que ce règlement stipule dans son article 2 que, si le congé est fractionné, il devra être pris au moins une fois par an, pour une période continue d'au moins deux semaines et de maximum 4 semaines ;

Considérant que, dès lors, les autres agents communaux sont autorisés à prendre plus de 22 jours de congé, voir même la totalité de leur congé ;

Considérant qu'il est nécessaire de traiter tous les agents de manière équitable ;

Considérant que la mise en concordance du règlement des gardiens de la paix n'entrave pas le bon fonctionnement du service ;

Vu l'accord du fonctionnaire de prévention ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant que cet amendement a fait l'objet de négociations le 24 juin 2019 ;

Vu le protocole 466;

DECIDE :

Article unique :

De modifier le règlement de travail des gardiens de la paix :

A. En supprimant la disposition suivante :

Pour le bon fonctionnement du service, le total des périodes de congés (principaux et/ou ponctuels) en de juillet et août sont limités à un total maximum de 22 jours sur la période des deux mois par agent, soit un congé maximum équivalent à un mois calendrier.

B. En modifiant la disposition suivante :

il y a deux types de congés selon leurs durées : des congés principaux : au moins 10 jours de congés consécutifs ~~maximum 22 jours~~ et des congés ponctuels : moins de 10 jours de congés consécutifs ;

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 37 votes positifs, 2 abstentions.

---

**Departement Human Resources**

**HRM - Arbeidsreglement - Bijlage 12.2 - Reglement over de gemeenschapswachten - Wijziging van de verlof.**

DE RAAD,

Gezien zijn beslissing van 23/09/2009 met dewelke het reglement op de gemeenschapswachten wordt vastgesteld ;

Overwegende dat dit reglement voorziet dat, voor de gemeenschapswachten, er naargelang hun duur twee soorten verlof zijn : hoofdverlof : minstens 10 en maximum 22 opeenvolgende dagen en punctueel verlof : minder dan 10 opeenvolgende dagen ;

Overwegende, dat dit reglement bovendien voorziet dat, voor de goede werking van dienst, het totaal van de vakantieperiodes (hoofd en/of punctueel verlof) in juli en augustus beperkt zijn tot maximaal 22dagen per agent tijdens de periode van twee maanden, hetzij een maximumverlof gelijk aan één kalendermaand ;

Gezien de beslissing waarbij hij het verlofreglement van de andere gemeentelijke agenten wijzigt ;  
Overwegende dat dit reglement, in zijn artikel 2 bepaalt dat wanneer het verlof in delen wordt opgenomen dit moet genomen worden voor een doorlopende periode van minstens 2weken en maximum van 4weken ;  
Overwegende dat de andere gemeenteagenten dus de toelating hebben om 22verlofdagen, of zelfs het volledig verlof op te nemen ;  
Overwegende dat het nodig is om alle agenten op een gelijkwaardige manier te behandelen ;  
Overwegende dat het in overeenstemming brengen van het verlofreglement van de gemeenschapswachten de goede werking niet schaadt ;  
Gezien het akkoord van de preventieambtenaar ;  
Op voorstel van het schepencollege ;  
Overwegende dat het punt werd voorgelegd aan de onderhandeling op 24/06/2019 ;  
Gezien het protocol 466;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het reglement op de gemeenschapswachten te wijzigen :

A.door volgende bepaling te schrappen :

Voor de goede werking van de dienst wordt het totaal van de vakantieperiodes (hoofd en/of punctueel) in juli en augustus beperkt tot 22dagen per agent tijdens de periode van 2maand, hetzij een maximaal verlof van één kalendermaand

B.door volgende bepaling te wijzigen :

Er zijn, volgens hun duur, twee soorten verlof : hoofdverlof : minstens 10 ~~en~~ ~~maximaal 22~~ opeenvolgende dagen en punctuele verloven : minder dan 10 opeenvolgende dagen.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 37 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

---

04.09.2019/A/0024

**Département des Ressources Humaines**

**GRH - Règlement de travail - Annexe 2 - Règlement des congés - Modification - Don d'organes.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 21/12/2016 par laquelle le Conseil communal a décidé d'adapter le règlement des congés du personnel communal;

Considérant que pour un don d'organes ou de tissus, l'agent bénéficie notamment d'un congé pour :

- la durée de l'hospitalisation,
- la période de convalescence éventuellement requise,
- la durée des examens médicaux préalables.

Considérant que la durée maximale de l'absence de l'agent concerné n'est pas indiquée

actuellement

Considérant qu'il y a lieu dès lors de revoir ladite réglementation, tenant compte également d'une réadaptation au rythme de travail normal, après l'absence pour don d'organes

Considérant que par ailleurs ledit règlement de travail prévoit la possibilité pour les agents d'effectuer des prestations réduites pour raisons médicales dans le cas d'un trajet de réintégration après maladie;

Considérant que les prestations réduites sont toujours accordées pour une période d'un mois avec un maximum de deux mois supplémentaires ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant que cet amendement a fait l'objet de négociations le 12 août 2019 ;

Vu le protocole 470;

DECIDE :

Article unique :

De compléter le règlement de travail - annexe 2 - règlement des congés comme suit :

Don d'organes ou de tissus :

Pour un don d'organes ou de tissus, l'agent bénéficie d'un congé pour :

- la durée de l'hospitalisation,
- la période de convalescence éventuellement requise,
- la durée des examens médicaux préalables.

Durée :

Le congé pour don d'organes ou de tissus sera accordé pour une période maximale de trois mois. Si l'absence perdure au delà de cette période de 3 mois, les règles générales d'absence pour maladie seront à nouveau d'application.

Cette disposition sera d'application dès son approbation par le conseil communal.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

---

**Departement Human Resources**

**HRM - Arbeidsreglement - Bijlage 2 - Verlofreglement - Wijziging - Orgaandonatie.**

DE RAAD,

Gezien zijn beslissing van 21/12/2016 met dewelke het verlofreglement van het gemeentepersoneel werd vastgesteld ;

Overwegende dat voor een orgaan of weefseldonatie de agent een verlof geniet voor :

- de hospitalisatieperiode ;
- de eventueel vereiste herstelperiode ;
- de duur van voorafgaandelijke medische examens ;

Overwegende dat de maximale afwezigheidsstermijn van de betrokken agent momenteel niet werd bepaald ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om dit reglement te herzien, rekening houdend met de tijd die noodzakelijk is, om na de afwezigheid voor orgaandonatie, de aanpassing aan een normaal werkritme mogelijk te maken;

Overwegende bovendien, dat dit arbeidreglement de mogelijkheid voorziet aan de agent om deeltijds te werken voor medische redenen in het kader van een herinschakeling na ziekte ;

Overwegende dat de verminderde prestaties altijd worden toegekend voor een periode van één maand met een maximum van twee bijkomende maanden ;

Op voorstel van het schepencollege ;

Overwegende dat het punt ter onderhandeling werd voorgelegd op 12/08/2019 ;

Gezien het protocol 470;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het arbeidsreglement-bijlage 2-verlofreglement als volgt te wijzigen ;

Orgaan- en weefseldonatie

Voor een orgaan- en weefseldonatie geniet de agent een verlof voor :

-de hospitalisatieduur ;

-de eventueel vereiste herstelperiode ;

-de duur van de voorafgaandelijke medische examens ;

Looptijd :

Het verlof voor orgaan- of weefseldonatie wordt toegekend voor een maximumperiode van drie maand.

Wanneer de afwezigheid verder loopt dan deze 3 maand worden de algemene regels van afwezigheid wegens ziekte weer van toepassing.

Deze bepaling zal van toepassing zijn vanaf zijn goedkeuring door de gemeenteraad.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

*Françoise Schepmans quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Hicham Chakir quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

04.09.2019/A/0025

**Département des Ressources Humaines**

**GRH - Centrale de marchés de l'ONSSAPL - Instauration d'un régime de pension complémentaire pour le personnel contractuel.**

LE CONSEIL,

Vu La nouvelle Loi communale et notamment l'article 17 ;

Vu la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis de marché publié par l'ONSSAPL en date du 21 février 2010 dans le Bulletin des Adjudications et en date du 03 février 2010 dans le Journal Officiel de l'Union européenne, au terme duquel la procédure d'appel d'offres général fut lancée;

Vu la décision de l'ONSSAPL du 29 juillet 2010 d'attribuer le marché suivant les termes du cahier spécial des charges à l'association momentanée Belfius (ex DIB)-Ethias;

Considérant que la volonté de l'administration est de pérenniser le financement des pensions des agents statutaires tout en veillant à assurer une meilleure pension aux agents contractuels;

Considérant que, pour ce motif, il serait judicieux d' adhérer au système d'assurance-groupe;

Considérant que le marché public conclu par l'ONSSAPL en tant que centrale de marchés permet de rencontrer les besoins de notre commune ;

Considérant qu'en vertu de l'article 47, 1° de la loi du 17 juin 2016, le pouvoir

adjudicateur qui recourt à une centrale de marchés est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que les crédits nécessaires à l'instauration de régime de pension complémentaire pour le personnel communal sont inscrits pour 2019 à l'article 0000/113/48 du budget ordinaire ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant que cet amendement a fait l'objet de négociations le 14 août 2019 ;

Vu le protocole 468;

DECIDE :

L'instauration d'un régime de pension complémentaire pour le personnel communal suivant les dispositions suivantes :

Article 1

La commune de Molenbeek-Saint-Jean instaure un régime de pension complémentaire pour son personnel contractuel à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019

Article 2:

La commune est l'organisateur du plan de pension pour son personnel contractuel;

Article 3:

La commune approuve le règlement de pension joint en annexe à la présente délibération.

La contribution d'assurance groupe s'élève à 3% du salaire donnant droit à la pension;

Article 4:

L'administration communale communique le règlement de pension aux membres de son personnel contractuel qui en font la demande;

Article 5:

La commune adhère à la centrale de marchés de l'ONSSAPL, et, partant, au marché conclu avec l'association momentanée Belfius (ex DIB)-Ethias, aux termes et conditions du cahier spécial des charges de l'appel d'offres général attribué à ladite association momentanée en date du 29 juillet 2010;

Le collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de l'exécution ultérieure de la présente délibération;

Article 6:

D'inscrire la dépense prévue pour 2019 de € 541.000 à l'article 0000/113/48 du budget ordinaire de 2019.

Article 7:

Copie de cette décision est adressée à l'ONSSAPL, rue Joseph II, 47, 1000 Bruxelles.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 31 votes positifs, 6 abstentions.

---

**Departement Human Resources**

**HRM - Opdrachtcentrale van de RSZPPO - Invoering van een aanvullende pensioenregeling voor het contractuele personeel.**

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet meer bepaald artikel 17 ;

Gezien de wet van 28 april 2003 betreffende de bijkomende pensioenen en hun fiscaal regmie en sommige bijkomende voordelen inzake sociale zekerheid ;

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende de wet op de openbare markten en op sommige markten van werken, leveringen en diensten ;

Gezien het bericht van publicatie van de markt door de RSZPPO op datum van 21 februari 2010 in het Aanbestedingsblad en op datum van 3 februari 2010 in het Officieel Journaal van de Europese unie, waarmee de procedure van de algemene offerteaanvraag werd gelanceerd ;

Gezien de beslissing van de RSZPPO van 29 juli 2010 waarmee deze de markt in navolging van de bepalingen van het bijzonder lastenboek toevertrouwt aan de tijdelijke vereniging Belfius (ex DIB)-Ethias ;

Overwegende dat het de wil van de administratie is om de financiering van de pensioenen van de statutaire agenten te verzekeren en tergelijktijd een beter pensioen voor de contractuelen in acht nemen ;

Overwegende, vandaar, dat het wijselijk zou zijn om toe te treden tot een groepsverzekering ;

Overwegende dat de openbare markt afgesloten door de RSZPPO als aankoopcentrale beantwoordt aan de vereisten van de gemeente ;

Overwegende dat volgens artikel 47 1° van de wet van 17 jui 2016, de aanbestedende overheid die gebruik maakt van een aankoopcentrale wordt vrijgesteld om zelf een procédure op te stellen ;

Overwegende dat de kredieten noodzakelijk voor de instelling van een aanvullend pensioen voor het gemeentepersoneel ingeschreven zijn in 2019 op artikel 0000/113/48 van de gewone begroting ;

Op voorstel van het schepencollege ;

Overwegende dat het punt ter onderhandeling werd onderworpen op datum van 14/08/2019 ;

Gezien het protocol 468 ;

#### BESLUIT :

Een aanvullend pensioenregime voor het gemeentepersoneel volgens onderstaande bepalingen in te stellen :

##### Artikel 1

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek stelt een aanvullend pensioen in voor zijn contractueel personeel vanaf 1 januari 2019

##### Artikel 2

De gemeente organiseert het pensioenplan van het contractueel personeel

##### Artikel 3

De gemeente keurt het bijgevoegd pensioenreglement goed.

De bijdrage aan de groepsverzekering bedraagt 3% van het salaris dat recht op een pensioen geeft.

##### Artikel 4

De administratie overhandigt het pensioenreglement aan de personeelsleden die erom vragen

##### Artikel 5

De gemeente treedt toe tot de marktcentrale van de RSZPPO en tot de markt afgesloten met de tijdelijke maatschappij Belfius (ex DIB)-Ethias en tot de bepalingen van het bijzonderlastenboek van de algemene offerteaanvraag toegekend aan deze tijdelijke maatschappij op datum van 29 julie 2010

##### Artikel 6

De uitgave voorzien voor 2019 van € 541.000 in te schrijven op artikel 0000/113/48 van de gewone begroting 2019

##### Artikel 7

Afschrift van deze beslissing zal verzonden worden naar de RSZPPO – Joseph II straat, 74

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 31 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

*Hicham Chakir entre en séance / treedt in zitting.*

---

04.09.2019/A/0026

**Département des Ressources Humaines**

**GRH - Statut administratif - Niveau E - Modification des conditions de nomination.**

LE CONSEIL,

Vu ses délibérations du 10 juillet 1997, par lesquelles le Conseil communal a décidé de fixer le statut administratif ainsi que le cadre du personnel communal, conformément aux dispositions de la Charte Sociale :

Vu la décision du Conseil communal déléguant au Collège des Bourgmestre et Echevins le droit de recruter, de nommer et de promouvoir les membres du personnel communal à l'exception des cas prévus par la loi communale ;

Vu la décision du conseil communal du 08/05/2019 modifiant le statut administratif ;

Considérant que le niveau E reprend les agents sans diplôme et qu'il s'agit essentiellement de métiers lourds;

Considérant que le personnel contractuel de niveau E a très peu de moyens d'évolution dans sa carrière;

Considérant que la loyauté des agents envers l'administration et leur investissement devraient être récompensés;

Considérant qu'il convient d'assurer le bon fonctionnement des services communaux;

Considérant que cette nomination pourrait également avoir comme impact financier positif la diminution de la cotisation de responsabilisation de l'administration en matière de charge de pensions;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant que cet amendement a fait l'objet de négociations le 14 août 2019 ;

Vu le protocole 469 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'ajouter la disposition suivante aux statut administratif relatif au niveau E :

Les agents ayant 18 ans de service actif dans le niveau E au sein de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean sont nommés définitivement.

Le personnel administratif/technique devra être, avant la nomination définitive, en possession du brevet linguistique délivré par le Selor.

Le personnel ouvrier sera nommé sans prime de bilinguisme, sauf si l'agent possède le brevet.

La terminologie "Service actif" implique toutes les situations assimilées à des prestations.

La modification sera d'application après l'approbation par l'autorité de tutelle

Article 2 :

De procéder à la mise à jour du cadre.

Le Conseil approuve le point.



**Departement Human Ressources**

**HRM - Administratief statuut - Niveau E - Wijziging van benoemingsvoorwaarden.**

DE RAAD,

Gezien zijn beslissingen van 10 juli 1997 met dewelke het administratief statuut alsok het personeelskader, in overeenstemming met de bepalingen van het sociaal handvest, werd en vastgesteld ;

Gezien de beslissing van de gemeenteraad die het recht om aan te werven, te benoemen en te bevorderen delegeert aan de leden van het schepencollege met uitzondering voor de gevallen voorzien door de gemeentewet ;

Gezien zijn beslissing van 08/05/2019 waarbij het administratief statuut wordt gewijzigd ;  
Overwegende dat het niveau E de agenten zonder diploma herneemt en dat het vooral gaat om zware beroepen ;

Overwegende dat het contractueel personeel van niveau E weinig middelen heeft om zijn carrière te doen evolueren ;

Overwegende dat de trouw aan de gemeente van deze agenten en hun inzet zouden moeten gecompenseerd worden ;

Overwegende dat het noodzakelijk is de goede werking van de gemeentediensten te vrijwaren ;

Overwegende dat deze benoeming ook een positieve financiële impact zou kunnen hebben en een vermindering van de responsabiliseringsbijdrage van de gemeente in de pensioenlast met zich zou kunnen meebrengen ;

Op voorstel van het schepencollege ;

Overwegende dat het punt ter onderhandeling werd voorgelegd op datum van 14/08/2019 ;

Gezien het protocole 469 ;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

Volgende bepaling toe te voegen aan het administratief statuut van het niveau E :

De agenten, die een actieve dienst binnen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek hebben, en een positieve evaluatie, genieten van een definitieve benoeming.

Het administratief/technisch personeel moet, voor de definitieve benoeming, in het bezit zijn van het taalbrevet afgeleverd door Selor.

Het werkliedenpersoneel zal benoemd worden zonder tweetaligheidspremie, behalve wanneer de agent in het bezit is van het Selorbrevet.

De bepaling 'actieve dienst' bedoelt alle situaties die aan prestaties gelijkgesteld zijn.

De wijziging zal van toepassing zijn na goedkeuring door de toeziende overheid.

Artikel 2 :

Over te gaan tot het op dag stellen van het personeelskader.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

**Caisse communale - Marché de services pour la conclusion de crédits destinés au financement du service extraordinaire de l'exercice 2019 - Cahier des charges.**

LE CONSEIL,

Considérant que le service extraordinaire du budget communal de l'exercice 2019 est financé, en partie, par des crédits;

Vu la loi communale et, notamment, l'article 123, 4° ;

Vu l'article 26,8° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Considérant que, bien que les contrats de crédits à conclure avec un organisme bancaire ne soit plus soumis aux règles relatives aux marchés publics, la Commune est tout de même tenue de respecter les principes de transparence, d'égalité et de concurrence; que c'est à cette fin que ce cahier des charges a été rédigé ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le cahier des charges pour le marché de services relatif à la conclusion de crédits pour le financement du service extraordinaire de l'exercice 2019.

Article 2 :

D'approuver la dépense globale du marché estimée à 30.158.600 euro.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Gemeenteontvanger**

**Gemeente Ontvangerij - Opdracht van diensten voor het afsluiten van kredieten voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2019 - Bestek.**

DE RAAD,

Overwegende dat de buitengewone dienst van de begroting 2019, onder andere, wordt gefinancierd door kredieten;

Gezien de gemeentewet, meer bepaald artikel 123, 4° ;

Gezien artikel 26,8° van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Overwegende dat de kredietovereenkomsten die met een bankinstelling worden afgesloten niet meer onder de regels betreffende overheidsopdrachten vallen, de gemeente niettemin de beginselen van transparantie, gelijkheid en concurrentie moet eerbiedigen; dat voor deze doelstelling het bestek in bijlage is opgesteld;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het bestek betreffende de opdracht van diensten voor het afsluiten van kredieten voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2019;

Artikel 2 :

De globale uitgave geraamd op 30.158.600 euro goed te keuren.

De huidige beraadslaging zal opgestuurd worden aan de Toezichtdienst.

De Raad keurt het punt goed.

---

04.09.2019/A/0028

**Receveur Communal**

**Recette communale - Vérification de l'encaisse communale du 01.01.2019 au 30.06.2019.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance du procès-verbal de vérification de l'encaisse communale du 01.01.2019 au 30.06.2019 ;

Considérant que la situation de l'encaisse communale au 25 juillet 2019 a été vérifiée par Monsieur l'Echevin des Finances délégué;

Considérant que le solde positif à justifier par le Receveur communal s'élève à 13.767.525,42 EUR tel qu'il est repris dans la situation de trésorerie détaillée ci-annexée ;

Considérant que la Commune a reçu sa dotation générale le 29 mai 2019 ; que le remboursement de l'emprunt pris au mois de mai 2019 a été entièrement effectué en date du 7 juin 2019 ;

Considérant que ce solde n'inclut, dès lors, aucun emprunt ;

Considérant qu'aucune observation n'est à formuler concernant cette vérification, l'encaisse correspondant exactement aux montants à justifier ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 81 du nouveau Règlement sur la comptabilité communale ;

DECIDE :

Article unique :

Prend connaissance du procès-verbal de la vérification de l'encaisse communale du 01.01.2019 au 30.06.2019 conformément aux dispositions de l'article 131 de la nouvelle loi communale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Gemeenteontvanger**

**Gemeenteontvangsten - Controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2019 tot 30.06.2019.**

DE RAAD,

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van de gemeentekas van 01.01.2019 tot 30.06.2019;

Overwegende dat de controle van het kasgeld tot en met 25 juli 2019 werd uitgevoerd door De heer Schepen van Financiën;

Overwegende dat het positief saldo te verklaren door de Gemeenteontvanger 13.767.525,42 EUR bedraagt zoals dit bedrag in bijlage werd gerechtvaardigd;

Overwegende dat de Gemeente haar algemene dotatie ontving op 29 mei 2019; dat de terugbetaling van de lening aangegaan in de maand mei 2019 volledig werd uitgevoerd op

datum van 7 juni 2019;

Overwegende dat dit saldo, bijgevolg, geen enkele lening inhoudt;

Overwegende dat geen enkele opmerking geformuleerd werd bij deze controle, de gemeentekas komt exact overeen met de te rechtvaardigen bedragen;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 81 van het nieuw reglement op de gemeentelijke boekhouding;

**BESLIST :**

Enig artikel :

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2019 tot 30.06.2019 overeenkomstig de bepalingen van artikel 131 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

04.09.2019/A/0029

**Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**

**Enseignement francophone - Prime et règlement relatif à l'indemnité pour la direction et la surveillance des fonctions accessoires au bénéfice des directions des écoles communales fondamentales francophones ordinaires.**

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par 27 votes positifs, 2 votes négatifs et 8 abstentions, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire 6720 du 28 juin 2018 organisant l'enseignement maternel et primaire ordinaire (année scolaire 2018-2019) ;

Attendu que les spécificités des établissements d'enseignement fondamental francophone de la commune de Molenbeek-Saint-Jean amènent les chefs d'établissement à participer à la prise en charge de prestations supplémentaires qui alourdissent considérablement leur travail quotidien, dont notamment :

- La gestion des garderies scolaires ;
- L'organisation des repas de midi ;
- La coordination et la gestion du personnel d'entretien et du personnel non-enseignant ;
- Etc.

Considérant par ailleurs la faible différence entre le barème de directeur d'école et le barème d'instituteur primaire ;

Attendu par conséquent que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean doit attribuer une indemnité pour les tâches spécifiques et complémentaires assurées par les directions des écoles maternelles, primaires et fondamentales d'enseignement ordinaire organisée par la commune ;

Considérant qu'il y a 16 directions d'écoles communales fondamentales ordinaires francophones ;

Considérant que le montant de la prime mensuelle aura un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

Considérant que l'Instruction Publique se chargera de fournir aux services requis, chaque mois et à une date fixée, la liste des directions pouvant prétendre à cette prime ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit à l'article 7220/115/44 (avantages pécuniaires pour le personnel enseignant) du budget ordinaire de l'exercice 2019;

Considérant que cette indemnité mensuelle par direction sera de 235 € à 100% (non-indexé) ;

Considérant que cette indemnité est soumise à la législation sociale et fiscale ;

Considérant que cette indemnité mensuelle ne vaut que pour l'année civile 2019 et que si elle est toujours d'application lors des années suivantes, en fonction des nouveaux budgets, cela sera formalisé par une délibération future, en début de chaque année civile ;

Considérant qu'à ce titre, il y aura une régularisation en modification budgétaire au niveau des crédits à injecter sur cet article nouvellement créé.

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder une indemnité mensuelle de 235 € à 100% (non-indexé), soumise à la législation sociale et fiscale, aux 16 directions d'écoles communales fondamentales ordinaires francophones, prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

Article 2 :

D'approuver le règlement relatif à l'indemnité pour la direction et la surveillance des fonctions accessoires au bénéfice des chefs d'établissements de l'enseignement fondamental, établi comme suit :

- L'indemnité pour la direction et la surveillance des fonctions accessoires est accordée pour autant que le chef d'école soit en fonction, ce qui signifie qu'elle ne sera pas liquidée au titulaire de la fonction en absence volontaire ou absence de plus d'un mois ;
- L'indemnité est liquidée mensuellement à terme échu, y compris durant les périodes de vacances scolaires.

Article 3 :

De prévoir la dépense de 100.000,00 EUR TTC à l'article 7220/115/44 du budget ordinaire de l'exercice 2019, à créer lors des modifications budgétaires.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 35 votes positifs, 2 abstentions.

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Franstalig onderwijs - Premie en reglement met betrekking tot de toelage voor de directie en het toezicht op de nevenfuncties ten behoeve van de directeurs van de Franstalige gemeentelijke basisscholen.**

De Raad keurt het punt goed.  
37 stemmers : 35 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

---

04.09.2019/A/0030 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Instruction publique - Démission d'une représentante de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel" - Leila Agic.**

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par 27 votes positifs, 2 votes négatifs et 8 abstentions, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 février 2019 désignant Leila Agic comme représentante de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel";

Vu l'email du 27 août 2019 de Madame Leila Agic;

Prend acte de la démission de Madame Leila Agic en tant que représentante de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel".

Le Conseil prend connaissance

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Openbaar onderwijs - Ontslag van een vertegenwoordiger van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek in de algemene vergadering van de vzw "Pouvoir Organisateur Pluriel" - Leila Agic.**

De Raad neemt kennis.

---

04.09.2019/A/0031 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Instruction publique - Désignation d'un représentant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel" - Rachid Mahdaoui.**

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par 27 votes positifs, 2 votes négatifs et 8 abstentions, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 120;

Vu la décision du Conseil communal du 26.10.2016 portant adhésion de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean comme membre fondateur de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel";

Vu que les statuts de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel" prévoient :

"Titre III. De l'Assemblée générale

Article 11 :

(...) Le membre effectif, soussigné 5, désigne 5 délégués.

(...) Lorsqu'un membre fondateur ou effectif est une commune, les délégués désignés par ce membre sont des Conseillers communaux du groupe linguistique francophone dont notamment le membre du Collège en charge de l'instruction publique francophone."

Considérant que Madame la Bourgmestre en charge de l'instruction publique francophone, Madame Moureaux est donc membre de droit de l'Assemblée générale de l'asbl;

Considérant que la désignation se fait selon la méthode de calcul proportionnelle D'Hondt;

Considérant que selon ce calcul, la désignation des membres est la suivante :

- 2 PS (dont Madame Moureaux)
- 2 MR
- 1 PTB

Vu la délibération du Conseil communal du 20 février 2019 désignant :

- Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, en charge de l'Instruction publique francophone;
- Madame Leila AGIC, Conseillère Communale;
- Monsieur Olivier MAHY, Echevin;
- Monsieur Didier MILIS, Conseiller Communal.
- Madame Hind ADDI.

Vu l'email du 27 août 2019 de Madame Leila Agic présentant sa démission de son mandat à l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel".

DECIDE :

Article unique :

De désigner Rachid Mahdaoui comme représentant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel" en remplacement de Madame Leila Agic, démissionnaire.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**

**Openbaar onderwijs - Aanstelling van een vertegenwoordiger van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek in de algemene vergadering van de vzw "Pouvoir Organisateur Pluriel" - Rachid Mahdaoui.**

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

04.09.2019/A/0032

**Département Infrastructures et Développement urbain**

**Département Infrastructures et Développement Urbain - CQD Petite Senne :**

**Opération 1.M - Logements Conventionnés - Accord pour l'acquisition du bien situé Rue de Liverpool n°40 - 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du droit de préemption pour le contrat de Quartier Durable « Petite Senne ».**

## LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par 27 votes positifs, 2 votes négatifs et 8 abstentions, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale – cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck - daté du 23 décembre 2013 notifiant à la Commune l'octroi d'un contrat de quartier durable dénommé « Petite Senne » ;

Vu sa délibération du 22 octobre 2014 approuvant le programme de base du contrat de quartier durable « Petite Senne » ;

Vu sa délibération du 26 avril 2017 approuvant la deuxième modification du programme de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » ;

Considérant que ledit programme prévoit l'opération 1.M « Logements Conventionnés » sur la parcelle sise Rue Heyvaert 107-109, 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu le courrier daté du 24 juillet 2019 du service Urbanisme et Patrimoine de Bruxelles-Capitale nous notifiant le projet d'aliénation du bien sis Rue de Liverpool 40, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré 3<sup>ème</sup> division, Section B, n°943w7 ;

Considérant que la parcelle sise Rue de Liverpool 40, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrée 3<sup>ème</sup> division, Section B, n°943w7 est adjacente au bien sis Rue Heyvaert 107-109, propriété de la Commune ;

Considérant que l'acquisition de ce bien permettrait la création d'un jardin collectif en intérieur d'îlot dont profiteraient les futurs résidents de celui-ci dans un quartier peu pourvu en espaces verts;

Considérant que le bien sera ensuite revendu dans le cadre de l'opération 1.M « Logements Conventionnés »;

Vu l'offre d'achat formulée en date du 15 juin 2019 par des particuliers pour un montant de 210.000,00 EUR ;

Considérant que ce bien se situe dans la zone de préemption du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean peut exercer son droit de préemption sur ce bien jusqu'au 18 septembre 2019 ;

Considérant que les crédits nécessaires, soit la somme de 210.000 EUR, sont inscrits à l'article 9220/712/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours;

Considérant que l'acquisition du bien, sis Rue de Liverpool 40, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré 3<sup>ème</sup> division, section B, n° 943w7, est financée pour 100% via emprunt ;

Vu l'estimation de ce bien, réalisée par le Bureau DELVOYE et Associés, pour un montant de 290.000,00 EUR;

## DECIDE:

### Article 1

D'exercer son droit de préemption en vue d'acquérir le bien, sis Rue de Liverpool 40, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré 3<sup>ème</sup> division, section B, n° 943w7, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable Petite Senne, pour un montant maximum de 210.000 EUR.

### Article 2

D'approuver le mode de financement de la dépense, à savoir à 100% via emprunt.



Le Conseil approuve le point.  
37 votants : 37 votes positifs.

---

## **Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

### **Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Zinneke - Project 1.M Geconventioneerde Woningen - Akkoord voor de aankoop van het goed gelegen te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Liverpoolstraat 40 in het kader van het voorkeurecht voor het Duurzaam Wijkcontract Zinneke.**

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij 27 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen en 8 onthoudingen daar dit punt niet op de agenda verschijnt;

Gezien de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en haar uitvoeringsbesluit (besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien de brief van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering – kabinet van de Minister Evelyne Huytebroeck - van 23 december 2013 die aan de Gemeente de toekenning van het Duurzaam Wijkcontract Zinneke bekendmaakt;

Gezien de beraadslaging van 22 oktober 2014 dat beslist het basisprogramma van het Duurzaam Wijkcontract Zinneke goed te keuren;

Gezien de beraadslaging van 26 april 2017 dat beslist de tweede wijziging van het basisprogramma van het Duurzaam Wijkcontract Zinneke goed te keuren;

Overwegende dat het basisprogramma de operatie 1.M Geconventioneerde Woningen voorziet op het perceel gelegen te Heyvaertstraat 107-109, 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Gezien de brief van de dienst Stedenbouw en Patrimonium van Brussel-Hoofdstad van 24 juli 2019 die ons het verkoopproject van het onroerend goed gelegen Liverpoolstraat 40 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastrerd in afdeling 3, sectie B, 943w7, ter kennis stelt;

Overwegende dat het perceel gelegen Liverpoolstraat 40 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastrerd in afdeling 3, sectie B, 943w7, aan het goed gelegen Heyvaertstraat 107-109 grenst, wat eigendom is van de Gemeente;

Overwegende dat de aankoop van dit goed de creatie van een collectieve tuin binnen de huizenblokken mogelijk zou maken waarvan de toekomstige bewoners van dit goed zullen kunnen genieten in een buurt waar er weinig groene ruimte aanwezig is;

Overwegende dat dit goed daarna in het kader van het project 1.M “Geconventioneerde Woningen” zal herverkocht worden;

Gezien de aankoopofferte van 15 juni 2019 geformuleerd door particulieren voor een bedrag van 210.000 EUR;

Overwegende dat dit goed in de voorkeurechtzone van het Duurzaam Wijkcontract Zinneke ligt;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek zijn voorkeurecht op dit goed tot 18 september 2019 mag uitoefenen;

Overwegende dat de nodige kredieten, hetzij 210.000 EUR, zijn ingeschreven op artikel 9220/712/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019;

Overwegende dat de aankoop van het goed gelegen te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Liverpoolstraat 40 voor 100% door leningsgelden wordt gefinancierd;

Gezien de raming van dit goed, door het Bureau DELVOYE et Associés opgemaakt, voor een bedrag van 290.000,00 EUR;

**BESLIST**

Artikel 1:

Haar voorkooprecht uit te oefenen met het oog op de aankoop van het goed gelegen Liverpoolstraat 40 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastréerd in afdeling 3, sectie B, nr 943w7 in het kader van het duurzaam wijkcontract Zinneke, voor een maximum bedrag van 210.000 EUR.

Artikel 2:

De financieringswijze van deze uitgave goed te keuren, zijnde voor 100% door leningsgelden.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

*Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Hicham Chakir quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Yassine Akki quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Luc Vancauwenberge quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Joke Vandembempt quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

04.09.2019/A/0033

**Département Services généraux et Démographie**

**Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur De Block, Conseiller**

**communal PTB\*PVDA, relative à un guichet d'aide pour trouver une place dans une crèche ou une école maternelle.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à Molenbeek que 14 places en crèche existent par 100 enfants, et 10 places en maternelle pour 13 enfants;

Considérant que ni la crèche ni l'école maternelle tombent sous "l'enseignement obligatoire", et par conséquent, aucune commission d'inscription existe pour aider les parents à trouver une place dans une crèche ou une école maternelle avec une obligation de résultat.

Considérant que sur le site <http://www.placescolesmaternellesetprimaires.cfwb.be> une seule école maternelle molenbeekoise est répertoriée "avec plus de 5 places disponibles".

Considérant qu'en 2012-2013 il y avait 2465 places en maternelles (dans des écoles francophones) et en 2017-2018 seulement 1918, ou 547 places en moins.

Considérant que la part des enfants d'un quartier qui vont à une école maternelle à proximité à diminué entre 2009-2010 et 2017-2018 de 71% à 66% alors que la moyenne régionale a augmenté de 1,5%.

Proposition de décision :

- Investir pour qu'on obtienne au moins le niveau régional de 69,5% d'enfants d'un quartier qui vont à une école maternelle à proximité. En particulier dans ces quartiers qui ne dépassent pas les 65%, il faut créer une école maternelle dans les 3 années.
- Créer un numéro que les parents peuvent appeler quand ils veulent se faire aider pour trouver une place dans une crèche ou dans une école maternelle. L'administration communale s'engage à accompagner les parents jusqu'à ce qu'ils aient trouvé une place.
- Enregistrement des demandes et questions auprès de ce numéro et présentation d'un rapport chaque année au conseil communal.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de heer De Block,**  
**Gemeenteraadslid PTB\*PVDA, betreffende een helpdesk om een plaats in een**  
**kinderdagverblijf of kleuterschool te vinden.**

De Raad neemt kennis.

*Catherine Moureaux quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

04.09.2019/A/0034 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Sumlu, conseiller**  
**communal ECOLO SAMEN, relative à la ZONE 30.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Sumlu, dont le texte suit :

*Madame la bourgmestre-présidente du conseil, Echevin.e.s, Conseillers.ères,*  
*citoyens.ennes,*

*Depuis quelques semaines, nous avons des rues plus colorées à Molenbeek : des piétons,*  
*des*  
*cyclistes, le facteur avec son caddie, des jeunes qui jouent dans la rue au ballon, quasi tout*  
*le monde*  
*a remarqué sauf... les intéressés. Oui il s'agit des affichages au sol de « ZONE 30 » plus*  
*marquées.*

*Pourtant l'idée est bonne : limiter la vitesse pour que tous les usagers puissent partager la*  
*voirie en*  
*toute sécurité.*

*Malheureusement beaucoup d'automobilistes n'ont pas l'air convaincus de partager cet*  
*espace.*

*Certaines habitudes de conduite restent-elles difficiles à changer ? Ou peut-être que ceux-*  
*ci ne*

*remarquent pas ces affichages en raison de leur vitesse de conduite trop élevée ?*

*Évidemment, même si je n'approuve pas les comportements irresponsables au volant, je*  
*me*

*questionne sur les mesures de préventions : Est-ce que l'échevinat de la mobilité a prévu*  
*une*

*campagne de sensibilisation sur les dangers liés à la vitesse excessive dans les rues de*  
*Molenbeek ?*

*Est-ce qu'il y a eu une campagne d'informations auprès automobilistes et des citoyens sur*  
*le choix*

*des zones 30 sous forme de toute boîte, sur les réseaux sociaux ou un document explicatif à*  
*chaque*

*renouvellement d'une carte de stationnement? Des mesures répressives sont-elles prévues*  
*dans le*

*cas du non-respect ? Et si oui, les quelles ?*

*Je tiens à vous rappeler que dans un accident entre une voiture et un usager faible (piéton, enfant, cyclistes, ...), c'est souvent ce dernier qui risque sa vie et non l'inverse !  
Merci de vos réponses.  
Emre SUMLU  
Conseiller Communal Ecolo Samen*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie  
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Sumlu,  
gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, betreffende ZONE 30.**

De Raad neemt kennis.

*Abdellah Achaoui préside la séance / zit de zitting voor.*

---

04.09.2019/A/0035 **Département Services généraux et Démographie  
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Vandembemt,  
Conseiller communal PTB\*PVDA, relative à la prime logement.**

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie  
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Vandembemt,  
Gemeenteraadslid PVDA\*PTB, betreffende de huisvestingstoelage.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mevrouw Vandembemt waarvan de tekst volgt :

*Beste ,*

*Betreft de huisvestingstoelage voor eigenaars die zelf van hun eigen goed gebruik maken of er een bezitten.*

*Is het geheel van de gemeente gedekt geweest voor het verkrijgen van de formulieren voor aanvraag van de premie via brievenbus?*

*Waar zijn jullie bestreft de automatisering ?*

*Hoeveel mensen hebben deze premie genoten vorig jaar in 2018 voor het door zichzelf gebruikte goed of als kleine eigenaar?*

*Met Vriendelijk Groeten*

*Gemeenteraadslid PVDA-PTB*

*Joke Vandembemt*

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgezet in schriftelijke vraag.

---

04.09.2019/A/0036

**Département Services généraux et Démographie**

**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block, Conseiller communal PTB\*PVDA, relative à la rentrée scolaire.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur De Block, dont le texte suit:

*Nous avons vu que St Gilles et Forest offrent un kit scolaire gratuit aux enfants à cette rentrée, suite à la campagne du PTB avant les élections dans ces communes. On déplore que Molenbeek n'a pas choisi d'investir dans ce kit scolaire gratuit.*

*Quel effort supplémentaire, comparé à l'année passée, comparé à la majorité précédente, fait votre majorité pour s'approcher de la gratuité complète de l'enseignement obligatoire, comme l'impose la Constitution?*

*Est-ce que la commune applique des montants plafond pour l'enseignement primaire, à l'instar des factures "plafond" pour le maternel?*

*Vous avez annoncé des études dirigées gratuites encadrées par un enseignant dans chaque école.*

*Dans quelles écoles, et pour quelles années/classes, cette étude dirigée sera en vigueur à la rentrée?*

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer De Block, Gemeenteraadslid PTB\*PVDA, betreffende het begin van het schooljaar.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgezet in schriftelijke vraag.

---

04.09.2019/A/0037

**Département Services généraux et Démographie**

**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur El Bouazzati, Conseiller communal PTB\*PVDA, relative à la diminution du nombre de place de parking.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur El Bouazzati, dont le texte suit :

*Pourtant désireux de faire reculer la voiture en ville, les pouvoirs publics se sont montrés jusqu'ici assez prudents lorsqu'il s'agissait d'évoquer une diminution globale du nombre de places de parking. **La question du stationnement reste très sensible**, surtout dans les quartiers soumis à une forte pression. Dans ce contexte, la déclaration de politique générale (DPG) du nouveau gouvernement bruxellois constitue une sorte de rupture. Dans le chapitre consacré à la gestion dynamique du stationnement, on peut notamment lire que*

*la Région bruxelloise doit se fixer pour objectif de réduire l'emprise.*

*MA QUESTION EST QU EN EST IL AU NIVEAUX DE LA COMMUNE on parle de 65.000 à Bruxelles ?*

*Merci*

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer El Bouazzati,**  
**Gemeenteraadslid PVDA\*PTB, betreffende de vermindering van de parkeerplaatsen.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgezet in schriftelijke vraag.

*Mohamed El Bouazzati quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Emre Sumlu quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

04.09.2019/A/0038

**Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Majoros, Conseiller communal ECOLO SAMEN, relative au cumul des membres du Collège**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Majoros, dont le texte suit :

*Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevin.e.s,*

*Il y a un peu moins d'un an, vous présentiez l'alliance communale PS-MR comme celle de "Bonne gouvernance".*

*Depuis, on a pu juger sur pièce: nomination ric-rac d'un échevin connu des autorités régionales pour son clientélisme, attribution gratuite sans appel à candidatures d'un bâtiment communal à des associations fans officiels de la bourgmestre spécialement créées pour l'occasion, paiement surprise de plusieurs dizaines de milliers d'euros de factures du club de foot dont le directeur avait entre-temps rallié le camp de la première échevine, transmission d'un programme de mandature aux conseillers communaux deux heures avant le conseil plutôt que 7 jours à plusieurs reprises des points validés par le Collège mais pour lequel les échevins concernés avoue ne pas avoir pris le temps de lire la délibération et ainsi ne pas vraiment pouvoir l'assumer... J'en passe.*

*Dans un monde normal, celui de bonne gouvernance dont vous vous targuez, chacun.e pourrait légitimement s'attendre à ce que l'équipe échevinale se consacre pleinement à la Commune. Il faut dire que les défis ne manquent pas dans notre ville de près de 100.000 habitant.e.s. On aurait pu ironiser sur cet élan affiché pour la bonne gouvernance: vous-mêmes cumulez avec d'autres mandats censés occuper un temps plein, comme la moitié de votre équipe.*

*Aujourd'hui, les élections régionales sont dernière nous. Les enjeux de propreté, de*

*mobilité, de vivre-ensemble, de cohésion, de culture...devant. Malgré des progrès tardif et un décumul pour lequel mon parti en premier plaide depuis sa création, une partie du Collège continue de bâcler son travail: moitié comme échevine, moitié comme députée. Malgré les promesses. Il est fréquent que les séances du Collège n'accueillent pas plus que le quorum de 6 présent.e.s.*

*Madame la Bourgmestre: combien reste-t-il de cumulard.e.s dans votre équipe ? Quels comptes leur demandez-vous ? Estimez-vous que les compétences communales dont ils ont la charge sont menées à 100% plutôt qu'à 50%? Quand se consacreront-ils/elles à leur commune avec la disponibilité qui s'impose ?*

*Je vous remercie,*

*Karim Majoros  
Conseiller communal chef de groupe Ecolo Samen*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie  
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Majoros,  
Gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, betreffende de cumul van de leden van het  
College.**

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 00:45  
Opheffing van de zitting om 00:45

Le Secrétaire Communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil,  
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Catherine Moureaux